

**BULLETIN RÉGIONAL
SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL
EN MONTÉRÉGIE**

4^e trimestre 2001 - Volume 21, numéro 4

Bilan annuel de 2001

Publication réalisée par
la Direction de la planification, du partenariat
et de l'information sur le marché du travail
d'Emploi-Québec en Montérégie

Direction

Richard St-Pierre

Recherche et rédaction

Hélène Fortin

Secrétariat et mise en page

Julie Piette

Abonnement et changement d'adresse:
Emploi-Québec Montérégie
Téléphone: (450) 773-7463 ou 1 866 740-2135 poste 303
Télécopieur: (450) 773-3614
Courriel: Julie.piette@mess.gouv.qc.ca

Publication disponible sur le Site Internet: <http://emploi Quebec.net/francais/imt/>

Dépôt légal : quatrième trimestre 2001
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1180-4572

AVANT-PROPOS

Dans le cadre de la mission d'*Emploi-Québec* qui consiste à promouvoir le développement d'une main-d'oeuvre qualifiée et compétente et à favoriser l'équilibre entre l'offre et la demande de main-d'oeuvre, nous produisons ce document afin de rendre accessible l'information régionale sur le marché du travail. *Emploi-Québec* collabore étroitement avec les partenaires du milieu à la réalisation de l'objectif du gouvernement du Québec, de création d'emploi et de lutte au chômage.

Pour atteindre cet objectif, une meilleure connaissance du marché du travail s'avère essentielle afin de poser un diagnostic juste et mieux orienter nos actions. À cet égard, *Emploi-Québec* publie chaque trimestre une série de Bulletins régionaux sur le marché du travail. Cette publication est réalisée par les économistes d'*Emploi-Québec*, présents dans toutes les régions du Québec.

Nous espérons que ce Bulletin régional sur le marché du travail en Montérégie sera utile à tous les intervenants et personnes intéressés à la problématique et au développement de l'emploi régional. Nous sommes donc très heureux de mettre cette publication à votre disposition et demeurons ouverts aux commentaires des lecteurs.

Directeur régional,

JEAN-GUY LEBLANC

TABLE DES MATIÈRES

QUATRIÈME TRIMESTRE 2001

LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES	VII
NOTE	8
FAITS SAILLANTS	11
SECTION 1. La conjoncture	13
SECTION 2. Le marché du travail	17
SECTION 3. Tableaux et graphiques trimestriels	21
SECTION 4. Bilan annuel de 2001	47
SECTION 5. Tableaux et graphiques annuels	51
ANNEXE: Liste des 20 centres locaux d'emploi (CLE) de la Montérégie	63

LEXIQUE

Population de 15 ans et plus:

Toutes les personnes âgées de 15 ans et plus, résidant au Québec, à l'exception des personnes vivant dans les réserves indiennes, des pensionnaires d'institutions et des membres des Forces armées.

Population active:

Nombre de personnes, parmi la population de 15 ans et plus, au travail ou en chômage.

Emploi:

Nombre de personnes qui habitent une région et qui travaillent, peu importe le lieu. Cette définition correspond à celle des personnes occupées utilisée par l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada.

Chômeurs:

Personnes qui sont sans emploi et qui se cherchent activement un emploi.

Taux de chômage:

$$\frac{\text{Nombre de chômeurs}}{\text{Population active}} \times 100$$

Taux d'activité:

$$\frac{\text{Population active}}{\text{Population de 15 ans et plus}} \times 100$$

Taux d'emploi:

$$\frac{\text{Emploi}}{\text{Population de 15 ans et plus}} \times 100$$

Note: Pour des définitions plus détaillées, voir Statistique Canada, *La Population active*. Mensuel. N° 71-001.

TABLEAUX

QUATRIÈME TRIMESTRE 2001

Tableau 1: Principaux indicateurs du marché du travail	22
Tableau 2: Comparaisons interrégionales	23
Tableau 3: Principaux indicateurs selon le sexe et l'âge	24
Tableau 4: Emploi par secteur d'activité	25
Tableau 5: Emploi par grand groupe professionnel	26
Tableau 6: Emploi par secteur d'activité pour l'ensemble du Québec	27
Tableau 7: Prestataires de l'assurance-emploi selon la MRC et les centres locaux d'emploi (CLE) en Montérégie	28
Tableau 8: Prestataires de l'assurance-emploi selon les régions économiques et l'ensemble du Québec	29
Tableau 9: Prestataires de l'assistance-emploi selon la MRC et les centres locaux d'emploi (CLE) en Montérégie	30
Tableau 10: Prestataires de l'assistance-emploi selon les régions économiques et l'ensemble du Québec	31
Tableau 11: Principaux projets d'investissement en cours ou annoncés	32
Tableau 12: Mises à pied annoncées	41
Tableau 13: Indicateurs du marché du travail en Montérégie 1991 à 2001	52
Tableau 14: Indicateurs du marché du travail pour l'ensemble du Québec 1991 à 2001	53
Tableau 15: Comparaisons interrégionales	54
Tableau 16: Principaux indicateurs selon le sexe et l'âge	55
Tableau 17: Emploi par secteur d'activité pour la Montérégie	56
Tableau 18: Emploi par secteur d'activité pour l'ensemble du Québec	57
Tableau 19: Emploi par grand groupe professionnel	58

GRAPHIQUES

QUATRIÈME TRIMESTRE 2001

Graphiques 1 et 2: Taux de chômage et variation annuelle de l'emploi selon la région (%)	44
Graphiques 3 et 4: Taux d'emploi (%) Taux de chômage (%)	45
Graphiques 5 et 6: Emploi à temps plein et à temps partiel Emploi selon l'âge et le sexe	46
Graphiques 7 et 8: Croissance de l'emploi Emploi en Montérégie	59
Graphiques 9 et 10: Taux d'emploi (%) Taux de chômage (%)	60
Graphiques 11 et 12: Emploi à temps plein et à temps partiel Emploi selon l'âge et le sexe	61

NOTE

Mise en garde méthodologique sur les estimations régionales sur le marché du travail¹

Les estimations régionales sur le marché du travail se distinguent à plusieurs égards des données canadiennes et québécoises sur l'emploi et le chômage diffusées mensuellement par *Statistique Canada* et tirées de *l'Enquête sur la population active*. Les estimations dont font part mensuellement les médias sont **désaisonnalisées**, ce qui veut dire qu'elles sont corrigées des variations saisonnières afin de rendre les données comparables avec celles de n'importe quel autre mois de n'importe quelle année. Les estimations régionales sont, quant à elles, des données brutes. *Statistique Canada* ne désaisonnalise pas ces données. Comme les niveaux d'emploi et de chômage varient en fonction de la période de l'année, on ne peut donc comparer les estimations régionales d'un mois qu'avec celles du mois correspondant des années antérieures.

Les estimations régionales se distinguent également des estimations québécoises mensuelles **non désaisonnalisées** en ce que les premières sont des **moyennes mobiles trimestrielles**. Ainsi, l'estimation du taux de chômage d'avril pour Chaudière-Appalaches est en réalité une estimation du taux de chômage moyen de cette région pour les mois de février, mars et avril. L'estimation de mai correspondra au taux moyen de mars, avril et mai. Cette façon de faire a été introduite par *Statistique Canada* en 1991 afin de réduire les fluctuations mensuelles des estimations régionales occasionnées par la faible taille de l'échantillon à partir duquel sont produites ces estimations.

Malgré l'établissement de moyennes mobiles trimestrielles, les estimations régionales demeurent entachées de marges d'erreur élevées à cause de cette faible taille de l'échantillon. Celui-ci, qui est de 10 567 ménages pour l'ensemble du Québec, varie, selon les régions, de 265 ménages à Laval à 1 387 ménages en Montérégie. *Statistique Canada* a estimé les marges d'erreur pour les régions du Québec à partir des estimations moyennes de janvier à juin 2000².

Selon ces estimations, comme on peut le voir au tableau qui suit, lorsque le taux de chômage **non désaisonné** estimé pour le Québec pour un trimestre donné est de 8,9 %, il y a 67 % de chances que le taux réel, qu'on observerait si l'on recensait tous les ménages du Québec, se situe entre 8,7 % et 9,2 %. Lorsque l'on veut hausser à 90 % l'intervalle de confiance, les bornes inférieure et supérieure sont respectivement de 8,5 % et 9,4 %, ce qui signifie qu'il y a 90 % de probabilité que le taux réel se situe entre ces bornes.

¹ André Grenier, économiste à la Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail d'Emploi-Québec.

² La période part de la moyenne mobile de trois mois de novembre 1999 à janvier 2000 jusqu'à celle d'avril à juin 2000.

Pour les estimations régionales, la marge d'erreur s'accroît considérablement. Ainsi, une estimation du taux de chômage de 23,1 % pour la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine signifie qu'il y a une probabilité de 67 % que le taux de chômage de cette région se situe entre 21,1 % et 25,1 %. L'intervalle de confiance à 67 % pour cette région est donc dans ce cas-ci de 4 points de pourcentage. Une variation du taux de chômage de 2 points dans un sens ou dans l'autre ne peut alors être considérée statistiquement significative avec un tel intervalle de confiance. À Montréal, où l'échantillon est plus important, un taux estimé de 9,0 % se situe en réalité entre 8,2 % et 9,8 %, deux fois sur trois.

INTERVALLES DE CONFIANCE DES ESTIMATIONS RÉGIONALES DU TAUX DE CHÔMAGE

Région	Taille de l'échantillon	Taux de chômage moyen*	Intervalle de confiance à 95 %		Intervalle de confiance à 90 %		Intervalle de confiance à 67 %	
			Borne inférieure	Borne supérieure	Borne inférieure	Borne supérieure	Borne inférieure	Borne supérieure
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	432	23,1	19,2	27,0	19,8	26,4	21,1	25,1
Bas-Saint-Laurent	432	11,0	8,4	13,5	8,8	13,1	9,7	12,2
Capitale-Nationale	914	9,9	8,0	11,8	8,3	11,5	8,9	10,9
Chaudière-Appalaches	462	6,2	4,7	7,7	4,9	7,4	5,4	6,9
Estrie	910	9,0	6,8	11,2	7,2	10,8	7,9	10,1
Centre-du-Québec	305	10,9	6,4	15,3	7,2	14,5	8,6	13,1
Montérégie	1 387	6,7	5,6	7,9	5,8	7,7	6,2	7,3
Montréal	1 139	9,0	7,4	10,7	7,7	10,4	8,2	9,8
Laval	265	7,5	5,1	9,9	5,5	9,5	6,3	8,7
Lanaudière	553	7,2	5,2	9,2	5,6	8,9	6,2	8,2
Laurentides	595	7,2	5,1	9,2	5,4	8,9	6,1	8,2
Outaouais	685	8,0	6,1	9,9	6,4	9,6	7,1	9,0
Abitibi-Témiscamingue	471	12,5	9,3	15,7	9,8	15,2	10,9	14,1
Mauricie	881	11,6	9,4	13,7	9,8	13,4	10,5	12,7
Saguenay—Lac-Saint-Jean	732	11,6	8,7	14,5	9,2	14,0	10,1	13,0
Côte-Nord et Nord-du-Québec	404	14,6	6,9	22,2	8,2	20,9	10,7	18,4
Ensemble du Québec	10 567	8,9	8,4	9,5	8,5	9,4	8,7	9,2

Source : Statistique Canada.

* Selon les moyennes mobiles de trois mois de janvier à juin 2000.

La marge d'erreur élevée des estimations trimestrielles régionales doit inciter l'utilisateur à interpréter ces estimations avec circonspection. Celui-ci doit garder à l'esprit qu'une variation d'une estimation dans un sens, si elle est inférieure à ce qui est expliqué par le coefficient de variation, peut en réalité camoufler une variation en sens contraire.

Montérégie
Quatrième trimestre 2001
FAITS SAILLANTS

La récession aux États-Unis et les événements du 11 septembre 2001 n'ont pas empêché la Montérégie d'accroître substantiellement la création d'emplois. *Emploi-Québec* constate qu'au quatrième trimestre de 2001 la Montérégie affichait une hausse spectaculaire de 37 900 (5,9 %) personnes en emploi par rapport au quatrième trimestre 2000. Au Québec, on comptait 54 400 (1,6 %) emplois de plus durant cette période.

La hausse extraordinaire de l'emploi en Montérégie au cours de cette période s'explique par un retour à un niveau normal du nombre d'emplois après des baisses exceptionnelles de 44 300 postes au premier trimestre 2001 et de 16 600 emplois au deuxième trimestre de cette même année. En fait, la Montérégie comptait 672 700 personnes en emploi au deuxième trimestre 2001, alors qu'elle en avait 679 500 ce trimestre-ci.

Dans la région, les hommes ont connu une augmentation de 2,2 % (7 800) des personnes en emploi comparativement à 10,6 % (30 100) pour les femmes. Pour les personnes de 15 à 29 ans, 9 500 (6,1 %) postes leur ont été attribués en regard de 28 400 (5,8 %) pour celles de 30 ans et plus.

Le temps partiel a largement dominé pour tous les groupes. Les jeunes ont perdu des emplois à temps plein alors que ce type d'emploi demeurerait stable pour les hommes. Seules les femmes et les personnes de 30 ans et plus ont bénéficié d'emplois à temps plein.

Parmi les seize régions du Québec, neuf ont connu une augmentation de l'emploi mais seulement cinq ont assisté à un recul du taux de chômage. La *Région métropolitaine de Montréal* (RMR) a affiché une légère perte d'emplois et une progression du chômage. Les licenciements chez les compagnies aériennes expliquent en partie cette situation.

La création d'emplois en Montérégie a permis à la région de conserver le taux d'emploi (63,6 %) le plus élevé au Québec. Pour le taux de chômage, Chaudière-Appalaches (5,8 %) figure toujours au premier rang, suivie de la Montérégie (6,7 %), alors qu'il atteint 8,7 % pour l'ensemble du Québec.

La *section 4* présente le bilan du marché du travail pour l'année 2001. La Montérégie a finalement terminé l'année avec 1 800 emplois de moins qu'en 2000, malgré une hausse de 36 800 emplois au Québec. Les jeunes (15 à 29 ans) et les femmes s'en sont mieux tirés que les hommes et les personnes âgées de 30 ans et plus.

Section 1

La conjoncture

Le niveau national et international³

Aux États-Unis, les signes que le creux de la récession aurait déjà été atteint s'additionnent. Les entreprises américaines ont poursuivi de façon vigoureuse la correction de leurs stocks au dernier trimestre, ce qui réunit les conditions pour une reprise de la production. Les consommateurs ne sont pas en reste. Les onze baisses de taux d'intérêt décrétées par la *Réserve fédérale américaine* (FED) en 2001 ont commencé à produire leur effet. L'indice de confiance mesuré par le Conference Board a fait un bond de près de neuf points en décembre. Les ventes de maisons sont en forte hausse, une indication que les consommateurs apporteront leur contribution à la reprise. On estime en outre que la réduction combinée des taux d'intérêt et du prix de l'énergie au cours de l'année dernière ajoute près de 160 milliards de dollars au pouvoir d'achat des ménages américains. Du côté du marché du travail, le recul de l'emploi observé en décembre a été nettement plus modeste que celui qui a été mesuré en octobre et novembre et une reprise modérée de l'embauche semble de plus en plus

imminente.

Au pays, comme chez nos voisins du Sud, les événements du 11 septembre 2001 sont venus brouiller les cartes et rendent plus incertaine l'interprétation des données économiques. Le taux d'utilisation de la capacité industrielle a reculé au troisième trimestre pour un cinquième trimestre consécutif et était inférieur à 80 %, ce qui devrait limiter les investissements des entreprises, qui ont en réserve une large marge de manœuvre pour accroître la production en puisant dans la capacité disponible. En outre, avec le recul des exportations, les livraisons manufacturières canadiennes se sont repliées de 2,9 % en octobre 2001 pendant que les nouvelles commandes accusaient un recul de 5,1 %. Au Québec, après la contraction observée en septembre, les livraisons manufacturières ont connu une modeste progression de 0,2 % en octobre 2001.

Le Québec s'en était en outre mieux tiré que le Canada au troisième trimestre, avec une croissance économique annualisée de 1,4 %, malgré la relative paralysie consécutive aux attentats du 11 septembre, comparativement à un repli de 0,8 % de l'économie canadienne. Les données canadiennes par industrie indiquent par ailleurs une légère croissance économique en octobre 2001 au pays, de 0,3 % par rapport à septembre. Les ventes au détail ont progressé de 1,7 % (1,4 % au Québec) pendant que le nombre de véhicules neufs vendus grimpaient de 2,9 % à la faveur des promotions des constructeurs automobiles.

Les ménages profitent d'une hausse de leur pouvoir d'achat imputable d'une part à la faible inflation, de seulement 0,7 % au Canada et 1,1 % au Québec en novembre 2001, inférieure à la progression des

³ Le niveau national et international a été rédigé par André Grenier, économiste à la Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail.

salaires; ils profitent d'autre part de la forte baisse des taux d'intérêt amorcée par la Banque du Canada. Combiné au temps exceptionnellement doux de la fin de 2001, le faible coût du crédit hypothécaire a fait bondir les mises en chantier annualisées à 35 700 en décembre au Québec. Pour l'ensemble de l'année, le nombre de mises en chantier résidentiel s'est élevé à 27 900, comparativement à 24 700 en 2000.

La Montérégie à contre-courant

La récession aux États-Unis et les événements du 11 septembre 2001 n'ont pas empêché la Montérégie d'accroître substantiellement la création d'emplois. Les nombreux projets d'expansion d'entreprises, ainsi que la confiance des consommateurs qui revient, nous laissent croire que la forte baisse de l'activité économique sera de courte durée.

Les gouvernements sont intervenus pour stimuler l'économie et pour atténuer les répercussions du déclin. Les ministres des Finances du Québec et du Canada ont annoncé des investissements remarquables dans les infrastructures et dans la sécurité. De plus, ils ont maintenu les baisses d'impôt annoncées dans les budgets précédents. On peut donc penser que ces mesures de même que les baisses successives des taux d'intérêt auront permis de redonner confiance aux ménages et aux entreprises.

Le marché du travail en Montérégie a peut-être moins ressenti la chute au dernier trimestre de l'année parce qu'il avait déjà été durement affecté par le ralentissement économique au début de l'année. En fait, le premier semestre a été marqué par des diminutions de l'emploi alors que le second a affiché des augmentations. De plus, les secteurs du transport aérien, de la finance

et du tourisme ont été plus touchés par les mises à pied à l'automne mais ils ne sont pas parmi les secteurs moteurs de la région. Les fabricants de matériel aéronautique, notamment Pratt & Whitney, ont annoncé des mises à pied, toutefois les compagnies aériennes en ont annoncé davantage.

Le projet de prolongement de l'autoroute 30, suscite des développements de construction résidentielle d'envergure. Le *Village Liberté sur berges* prévoit la construction de 300 unités en bordure du fleuve à Brossard, en plus de *Brossard sur le golf* qui anticipe construire 3 000 habitations. Toujours à proximité de l'autoroute 30, *Château Mont-Bruno* à Sainte-Julie prévoit construire 120 unités de copropriétés. Par ailleurs, la venue de l'usine *Cargill* à Chambly à l'intersection de l'autoroute 10 et de l'autoroute 30, spécialisée dans la transformation alimentaire, crée un certain engouement dans la construction résidentielle. La compagnie prévoit embaucher 600 personnes en 2002. Des activités intensives sont donc sur les planches à dessin autour de ces deux axes.

La croissance démographique dans cette partie de la Montérégie entraîne également l'ajout de commerces. L'ouverture d'un *Home Depot* (150 emplois) et d'un *Loblaws* (160 emplois) à Saint-Bruno-de-Montarville en témoigne. De plus, la compagnie *Meubles Fly America* (50 emplois) prévoit s'installer au printemps dans cet arrondissement, en bordure de l'autoroute 30. Habituellement les villes qui connaissent des accroissements de population voient des magasins à grande surface s'implanter peu de temps après. C'est le cas à Granby, alors qu'un nouveau *Maxi* vient d'ouvrir et qu'un *Loblaws* le fera sous peu.

La Montérégie compte maintenant neuf *Carrefours de la nouvelle économie* (CNE),

suite à l'ajout de ceux d'Acton Vale et de Mont-Saint-Hilaire. Un agrandissement a été annoncé au CNE de Longueuil et de nouvelles entreprises se sont implantées dans les CNE à Bromont et à Saint-Hyacinthe. Les entreprises qui s'établissent dans ces carrefours ont droit à des mesures fiscales gérées par *Investissement Québec*. Pour favoriser le développement de l'emploi, on donne aux entreprises de haute technologie qui embauchent un crédit d'impôt équivalant à 40 % des salaires, jusqu'à concurrence de 15 000 dollars par année par employé, et cela pour une période maximale de dix ans. Il y a 44 CNE au Québec et il ne doit pas y en avoir plus d'un par *municipalité régionale de comté* (MRC).

La formation en développement

La politique de formation continue à l'éducation aux adultes sera déposée au cours des prochains mois au Québec. La présidente de la *Commission des partenaires du marché du travail* (CPMT) veut faire reconnaître la formation en milieu de travail au même titre que la formation scolaire. À titre d'information, la CPMT regroupe des représentants du patronat, des syndicats et de l'enseignement. Ils ont pour mandat d'établir le plan d'action d'*Emploi-Québec*, d'administrer la loi 90 favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre ainsi que le *Fonds national de formation de la main-d'oeuvre* (FNFMO).

La formation est indispensable pour demeurer concurrentielle. Le ministre responsable de l'emploi a annoncé que le gouvernement va investir 6,8 millions de dollars au cours des deux prochaines années pour soutenir la formation continue dans le secteur de l'aérospatiale. *Emploi-Québec* est engagée dans ce dossier qui vise à former 5 571 employés dans les dix plus grandes entreprises dans ce domaine

et une centaine de personnes parmi les fournisseurs de ces entreprises. La formation sur mesure et plusieurs nouveaux programmes de formation sont mis au point pour répondre aux besoins des entreprises, dans tous les domaines. La nouvelle tendance, c'est que l'employé doit apprendre constamment.

Les changements ne se font pas sans heurt. La *Commission de la construction du Québec* (CCQ) exigera plus de formation pour les apprentis de la construction non diplômés. À compter du mois d'août 2002, l'apprenti devra remplir trois conditions pour renouveler son certificat de compétence-apprenti : être inscrit dans un programme de formation dans un métier, avoir suivi au moins un module technique dans ce programme et avoir travaillé dans l'industrie au cours des 14 derniers mois. Selon une enquête de l'*Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec* (APCHQ), les entrepreneurs dans la construction résidentielle accordent peu d'importance au diplôme lors de l'embauche. Ainsi, l'APCHQ est d'avis qu'il faut reconnaître la formation en chantier et auprès des employeurs.

En dépit des efforts pour accroître le nombre de diplômés en formation professionnelle et technique au Québec, il n'y aurait que 16 % des jeunes québécois de moins de 20 ans qui optent pour la formation professionnelle au secondaire, comparativement à 60 % dans des pays comme l'Allemagne et la Finlande. Il faut toutefois ne pas conclure trop vite, si les jeunes sont moins présents dans ces programmes, c'est peut-être qu'ils poursuivent davantage leurs études. Les données de la relance du *ministère de l'Éducation du Québec* (MEQ) en 2001 indiquent un taux de placement de 79,2 % en Montérégie au niveau secondaire et de 71,9 % au collégial. Plusieurs formations répondent à des besoins

importants de main-d'œuvre, notamment les infirmières, les infirmières-auxiliaires, les éducateurs des services de garde, etc.

Les élèves du secondaire du Québec se sont classés deuxièmes à l'examen international de l'*Organisation de coopération et de développement économiques* (OCDE). En 2000, l'organisme a mené une enquête auprès de 265 000 élèves du secondaire âgés de 15 ans, dont 4 497 adolescents du Québec. Les épreuves en mathématique, en lecture et en science visaient à mesurer si les adolescents avaient acquis les connaissances requises pour jouer pleinement leur rôle dans la société. Les facteurs qui ont joué favorablement dans le classement du Québec seraient le milieu socio-économique, l'engagement des parents dans la réussite de leur enfant, la bonne relation que les adolescents ont avec leurs professeurs et le soutien qu'ils obtiennent d'eux. La société devrait donc être fière de nos jeunes puisqu'ils auront une bonne formation de base pour affronter le monde du travail.

Si plusieurs réussissent bien, le décrochage scolaire demeure important et le ministre de l'Éducation en fait sa priorité. Une centaine d'écoles seront ciblées au Québec, dont le nombre reste à déterminer en Montérégie. Un encadrement individualisé sera offert aux élèves en difficulté afin qu'ils ne décrochent pas. Des sommes seront investies pour ajouter des ressources

humaines dans ces écoles. Le *Conseil régional de développement en Montérégie* (CRDM) est à mettre au point une entente spécifique sur la réussite scolaire qui impliquera notamment, le *MEQ et Emploi-Québec*. L'économie du savoir requiert plus de compétences et les données sur le taux de chômage sont beaucoup plus élevées pour les personnes qui n'ont pas terminé une formation secondaire. De plus, les personnes exclues du marché du travail sont plus susceptibles de faire partie des personnes pauvres et de vivre des problèmes sociaux.

Ces investissements en éducation favorisent la croissance économique mais contribueront également à réduire les coûts sociaux à long terme. De plus, le renforcement de la formation continue en entreprise et aux adultes permettra d'accroître la productivité des entreprises. Il est indispensable de se rapprocher du niveau de productivité des entreprises américaines puisqu'elles sont nos plus proches rivales, et aussi parce qu'on parle maintenant de la possibilité d'utiliser éventuellement une monnaie unique avec les États-Unis. À titre d'information, en 1999-2000 la part du PIB allouée à l'éducation était plus élevée au Québec (7,6 %) que dans le reste du Canada (6,7 %) et qu'aux États-Unis (7,0 %).

Section 2

Le marché du travail

Forte hausse de l'emploi

Au quatrième trimestre de 2001, la Montérégie affichait une hausse spectaculaire de 37 900 (5,9 %) personnes en emploi par rapport au quatrième trimestre 2000. Au Québec, on comptait 54 400 (1,6 %) emplois de plus pendant cette période. Depuis le ralentissement économique amorcé en Amérique du Nord à l'automne 2000, l'emploi régional a connu trois trimestres de recul consécutifs, suivis de deux augmentations remarquables. Les hausses étant survenues au moment où les États-Unis étaient en récession, est-ce que le Québec et la région semblent aller à contre-courant?

Il faut d'abord mettre en contexte ce trimestre, qui n'a rien de particulier. Les attentats survenus aux États-Unis (11 septembre 2001) ont eu pour effet de déstabiliser l'économie mondiale. En Amérique du Nord, les transporteurs aériens, qui étaient déjà durement touchés par la diminution des affaires des entreprises des télécommunications, ont touché le fond du baril. Certaines compagnies aériennes ont fait faillite alors que la majorité ont réduit leur personnel substantiellement. Cela a eu des retombées négatives sur les fabricants d'équipement aéronautique, notamment *Pratt & Whitney* à

Longueuil qui a annoncé un licenciement de 525 employés. Le secteur de la finance a également été fortement ébranlé puisque les attentats ont détruit les tours du *World Trade Center* à New York. Selon une analyse portant sur *le marché du travail pendant la semaine du 11 septembre* (Statistique Canada), les secteurs ayant connu le plus grand nombre d'absences au travail d'employés sont les placements financiers, le transport aérien et les services bancaires.

L'insécurité entourant ces événements a entraîné une augmentation importante du contrôle aux frontières et dans les aéroports. Ainsi, toutes les entreprises qui avaient à s'approvisionner en biens par voie terrestre ou par voie aérienne ont été durement touchées pendant quelques semaines. Les entreprises du transport par camions, qui occupent une grande part de l'économie montérégienne, ont vu leurs activités ralentir considérablement. On peut faire le parallèle avec la période du verglas en janvier 1998. Mais là s'arrête la comparaison puisqu'elle n'a rien de comparable sur le plan humain. Les pertes de vie des attentats ont conduit les États-Unis à entrer en guerre contre les Talibans en Afghanistan. Finalement les événements ont déstabilisé l'économie mondiale.

L'accroissement extraordinaire de l'emploi en Montérégie lors de cette période s'explique par un retour à un niveau normal du nombre d'emplois suite à des diminutions exceptionnelles de 44 300 postes au premier trimestre 2001 et de 16 600 emplois au deuxième trimestre de cette même année. En fait, la Montérégie comptait 672 700 personnes en emploi au deuxième trimestre 2001, alors qu'elle en

avait 679 500 ce trimestre-ci. Les entreprises adaptent de plus en plus rapidement le nombre de leurs employés au gré de leurs carnets de commandes, ce qui crée des mouvements importants de main-d'œuvre. Il devient risqué pour ces entreprises de perdre définitivement d'excellents employés, d'autant plus si elles avaient investi dans la formation de ces derniers. Il existe des programmes pour soutenir des baisses temporaires d'activité, en aménageant et réduisant le temps de travail (ARTT) sans pour autant licencier. Cela devient avantageux, tant pour l'employeur que pour l'employé.

Au dernier trimestre de 2001, 56 % des nouveaux emplois sont redevables à l'augmentation de l'emploi à temps partiel. Les entreprises ont donc souvent recours à ce mode de travail, même en période d'ajustement à la hausse. L'emploi à temps partiel représentait 18 % de l'emploi total au dernier trimestre de 2001, comparativement à 16 % à la même période de 2000.

Augmentation de l'emploi pour tous les groupes

La création d'emplois a profité à tous les groupes d'âge, mais les femmes s'en sont tirées mieux que les hommes. Il en est ainsi à l'échelle du Québec. Dans la région, les hommes ont connu une progression de 2,2 % (7 800 personnes) en emploi comparativement à 10,6 % (30 100) pour les femmes. Pour les personnes de 15 à 29 ans, 9 500 (6,1 %) postes leur ont été attribués en regard de 28 400 (5,8 %) pour celles de 30 ans et plus. Le temps partiel a largement dominé pour tous les groupes. Les jeunes ont perdu des emplois à temps plein alors que ce type d'emploi demeurait stable pour les hommes. Seules les femmes et les personnes de 30 ans et plus ont bénéficié d'emplois à temps plein.

En Montérégie, l'augmentation de l'emploi ayant été conjuguée avec l'arrivée de 2 800 chercheurs d'emploi, le taux de chômage est demeuré inchangé (6,7 %). La hausse du chômage a touché davantage les jeunes et les hommes. Le taux de chômage était de 10,4 % chez les jeunes comparativement à 5,5 % chez les personnes de 30 ans et plus, alors qu'il atteignait 6,8 % chez les hommes et 6,6 % chez les femmes. La durée du chômage était fortement en baisse chez les hommes ainsi que chez les personnes de 30 ans et plus, soit les groupes les plus touchés par le chômage de longue durée.

Parmi les régions du Québec, neuf ont connu une augmentation de l'emploi mais cinq seulement ont assisté à un recul du taux de chômage. La *Région métropolitaine de Montréal* (RMR) a affiché une légère perte de l'emploi et une progression du chômage. Les licenciements chez les compagnies aériennes expliquent en partie cette situation.

La création d'emploi en Montérégie a permis à la région de conserver le taux d'emploi le plus élevé au Québec. En ce qui a trait au taux de chômage, Chaudière-Appalaches figure toujours au premier rang, suivie de la Montérégie (6,7 %). C'est tout de même un écart de deux points de pourcentage avec le Québec (8,7 %). En dépit d'une hausse du nombre de chômeurs, tant au Québec qu'en Montérégie, le nombre de prestataires de l'assistance-emploi a diminué dans toutes les régions du Québec à l'exception de la Côte-Nord. Les programmes d'aide pour cette clientèle semblent donner de bons résultats. Toutefois, les prestataires de l'assurance-emploi étaient en progression dans toutes les régions, ainsi que dans la majorité des CLE de la Montérégie.

Gains d'emplois dans les biens et les services

L'emploi s'est apprécié dans l'agriculture, la fabrication ainsi que dans les services. Toutefois, en raison des attentats, le mouvement de main-d'œuvre a été fortement accentué dans certains secteurs, comme nous l'avons mentionné précédemment.

En agriculture, l'emploi progresse pour un troisième trimestre consécutif, en dépit des difficultés pour recruter des cueilleurs. Les producteurs de lait ont remporté une victoire devant l'*Organisation mondiale du commerce* (OMC) suite à des plaintes faites par les États-Unis et par la Nouvelle-Zélande en raison des subventions aux produits laitiers exportés du Canada. Le gouvernement a annoncé des investissements de 200 millions de dollars au cours des trois prochaines années pour soutenir les entreprises en transformation alimentaire ainsi que la recherche.

Comme c'est un secteur moteur en Montérégie, cela aura des retombées positives sur l'emploi régional. *Emploi-Québec* investit 300 000 \$ pour former la main-d'œuvre de l'usine de transformation de viande *Cargill* qui devrait s'implanter à Chambly cette année et créer 600 emplois. La compagnie porcine *Génétiporc* investit 660 000 \$ dans la chaire de recherche en salubrité des viandes de la faculté de médecine vétérinaire de Saint-Hyacinthe. La compagnie collabore à une recherche sur la production d'animaux exempts de salmo-nelle. Des investissements considérables (12 M\$) ont été annoncés également à Saint-Hyacinthe, à l'*Institut de technologie agroalimentaire* (ITA). Malgré les besoins de main-d'œuvre des entreprises et des taux de placement excellents dans leurs programmes de formation, les étudiants sont en nombre insuffisant dans certains programmes.

Le secteur de la construction renoue avec la création d'emplois (1 300) après trois baisses consécutives. Pour un second trimestre, le secteur manufacturier affiche une appréciation de l'emploi (7 900), alors que le premier semestre avait été marqué par des pertes d'emplois. L'imprimerie, les plastiques et les équipements de transport ont créé le plus grand nombre d'emplois, alors que les aliments, le bois et les produits minéraux non métalliques ont connu des reculs. L'imposition d'une taxe supplémentaire de la part des Américains sur le bois d'œuvre canadien explique les pertes d'emplois dans le secteur du bois. Le Canada conteste ce droit compensatoire devant le comité d'arbitrage de l'OMC. Le producteur de bois traité *Stella-Jones* de Delson a annoncé 28 mises à pied. La fermeture du fabricant de produits sanitaires en céramique *Crane Canada* a fait perdre 206 emplois à la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu.

Le secteur des services poursuit sa croissance avec 27 900 personnes en emploi de plus qu'au quatrième trimestre de 2000. Les entreprises de transports, de services de placement et d'administration publique ont connu des baisses, alors que la santé, l'enseignement et les services professionnels ont ajouté des emplois. Le vieillissement de la main-d'œuvre dans l'administration publique rend urgente la planification de la relève. De nouvelles approches favorisant le «mentorat» et la formation continue sont à mettre en place pour préparer la relève. Dans la fonction publique provinciale, 20 000 fonctionnaires prendront leur retraite d'ici dix ans alors qu'au fédéral c'est 75 % des cadres qui seront partis. Des milliers de postes ont été comblés l'automne passé et l'embauche se fera maintenant de façon continue. Les gouvernements favorisent l'embauche de jeunes diplômés. La santé et l'éducation sont également des secteurs fortement concernés par la main-d'œuvre vieillissante et les problèmes de relève.

Pour conclure ce trimestre, on peut dire que la Montérégie a connu une forte croissance de l'emploi qui est venue contrebalancer les pertes subies en début d'année. Les investissements dans les entreprises montérégiennes ont été nombreux, en dépit des licenciements importants dans certains

secteurs. De plus, les événements survenus aux États-Unis le 11 septembre 2001 ont affecté non seulement l'économie nord-américaine mais toute l'économie mondiale. La récession a été officiellement annoncée aux États-Unis, mais pas au Canada, malgré le fort ralentissement économique.

Section 3

Tableaux et graphiques trimestriels

Tableau 1

PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Montérégie et ensemble du Québec

Données non désaisonnalisées

Indicateur du marché du travail	Montérégie			Ensemble du Québec		
	4 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Variation	4 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Variation
	2001	2000	%	2001	2000	%
Population 15 ans et plus (000)	1 068,5	1 056,5	1,1	6 001,3	5 952,1	0,8
Population active (000)	728,4	687,6	5,9	3 817,0	3 727,7	2,4
Emploi (000)	679,5	641,6	5,9	3 485,9	3 431,5	1,6
- Temps plein (000)	553,4	536,9	3,1	2 860,9	2 819,6	1,5
- Temps partiel (000)	126,1	104,7	20,4	625,1	611,9	2,2
Chômeurs et chômeuses (000)	48,8	46,0	6,1	331,0	296,3	11,7
Taux de chômage (%)	6,7	6,7		8,7	7,9	
Taux d'activité (%)	68,2	65,1		63,6	62,6	
Taux d'emploi (%)	63,6	60,7		58,1	57,7	
Durée du chômage (semaines)	19,4	23,3	-16,7	23,2	22,9	1,3

Note: La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Source: *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Tableau 2

**COMPARAISONS INTERRÉGIONALES
QUELQUES INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
4^e trimestre 2001**

Données non désaisonnalisées

Régions économiques, Agglomérations urbaines Et ensemble du Québec	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Taux d'emploi (%)
RÉGIONS ÉCONOMIQUES			
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	49,2	20,3	39,2
Bas-Saint-Laurent	58,3	9,5	52,8
Capitale-Nationale	63,6	7,6	58,8
Chaudière-Appalaches	62,4	5,8	58,7
Estrie	61,8	8,2	56,7
Centre-du-Québec	62,7	8,7	57,2
Montérégie	68,2	6,7	63,6
Montréal	61,8	10,5	55,3
Laval	68,7	7,6	63,5
Lanaudière	63,7	7,6	58,8
Laurentides	66,8	7,1	62,1
Outaouais	66,1	7,9	60,9
Abitibi-Témiscamingue	64,2	10,0	57,8
Mauricie	57,0	12,1	50,1
Saguenay—Lac-Saint-Jean	60,0	12,0	52,8
Côte-Nord et Nord-du-Québec	61,6	12,0	54,1
RÉGIONS MÉTROPOLITAINES			
Chicoutimi-Jonquière	61,5	11,4	54,4
Québec	65,2	6,8	60,8
Trois-Rivières	61,2	10,9	54,5
Sherbrooke	64,9	8,4	59,5
Montréal	65,7	8,4	60,2
Ottawa-Hull	69,8	6,1	65,5
ENSEMBLE DU QUÉBEC	63,6	8,7	58,1

Source: *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Tableau 3

**PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL SELON LE SEXE ET L'ÂGE
Montérégie et ensemble du Québec**

Sexe et Groupe d'âge	Montérégie			Ensemble du Québec		
	4 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Variation	4 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Variation
	2001	2000	%	2001	2000	%
HOMMES						
Population 15 ans et plus (000)	527,6	522,7	0,9	2 946,7	2 920,3	0,9
Population active (000)	392,0	382,0	2,6	2 079,0	2 046,4	1,6
Emploi (000)	365,2	357,4	2,2	1 891,0	1 879,1	0,6
- Temps plein (000)	328,1	328,1	0,0	1 694,2	1 676,8	1,0
- Temps partiel (000)	37,1	29,3	26,6	196,7	202,3	-2,8
Chômeurs (000)	26,8	24,7	8,5	188,0	167,3	12,4
Taux de chômage (%)	6,8	6,5		9,0	8,2	
Taux d'activité (%)	74,3	73,1		70,6	70,1	
Taux d'emploi (%)	69,2	68,4		64,2	64,3	
Durée du chômage (semaines)	19,3	25,6	-24,6	24,6	25,2	-2,4
FEMMES						
Population 15 ans et plus (000)	540,9	533,8	1,3	3 054,6	3 031,8	0,8
Population active (000)	336,4	305,5	10,1	1 738,0	1 681,3	3,4
Emploi (000)	314,3	284,2	10,6	1 594,9	1 552,4	2,7
- Temps plein (000)	225,3	208,8	7,9	1 166,6	1 142,8	2,1
- Temps partiel (000)	89,0	75,4	18,0	428,3	409,6	4,6
Chômeuses (000)	22,1	21,3	3,8	143,0	128,9	10,9
Taux de chômage (%)	6,6	7,0		8,2	7,7	
Taux d'activité (%)	62,2	57,2		56,9	55,5	
Taux d'emploi (%)	58,1	53,2		52,2	51,2	
Durée du chômage (semaines)	19,4	20,7	-6,3	21,3	19,9	7,0
15-29 ANS						
Population 15-29 ans (000)	250,3	248,3	0,8	1 441,5	1 440,9	0,0
Population active (000)	183,7	170,7	7,6	995,2	966,4	3,0
Emploi (000)	164,5	155,0	6,1	881,0	868,8	1,4
- Temps plein (000)	106,3	107,7	-1,3	588,9	581,4	1,3
- Temps partiel (000)	58,2	47,4	22,8	292,1	287,4	1,6
Chômeurs et chômeuses (000)	19,1	15,7	21,7	114,2	97,6	17,0
Taux de chômage (%)	10,4	9,2		11,5	10,1	
Taux d'activité (%)	73,4	68,7		69,0	67,1	
Taux d'emploi (%)	65,7	62,4		61,1	60,3	
Durée du chômage (semaines)	16,6	15,5	7,1	12,8	16,3	-21,5
30 ANS ET PLUS						
Population 30 ans et plus (000)	818,2	808,2	1,2	4 559,8	4 511,2	1,1
Population active (000)	544,7	516,9	5,4	2 821,8	2 761,3	2,2
Emploi (000)	515,0	486,6	5,8	2 604,9	2 562,7	1,6
- Temps plein (000)	447,1	429,2	4,2	2 272,0	2 238,2	1,5
- Temps partiel (000)	67,9	57,3	18,5	332,9	324,5	2,6
Chômeurs et chômeuses (000)	29,7	30,3	-2,0	216,8	198,7	9,1
Taux de chômage (%)	5,5	5,9		7,7	7,2	
Taux d'activité (%)	66,6	64,0		61,9	61,2	
Taux d'emploi (%)	62,9	60,2		57,1	56,8	
Durée du chômage (semaines)	21,1	27,4	-23,0	28,6	26,1	9,6

Note: La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Source: *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Tableau 4

EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ
Montérégie et ensemble du Québec

Secteur d'activité	Montérégie			Ensemble du Québec		
	4 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Variation	4 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Variation
	2001 (000)	2000 (000)	%	2001 (000)	2000 (000)	%
Agriculture	13,5	13,1	3,1	55,9	56,9	-1,8
Autres branches du secteur primaire	-	-	-	39,3	40,9	-3,9
Services publics	7,5	7,4	1,4	27,8	28,6	-2,8
Construction	29,7	28,4	4,6	144,6	146,2	-1,1
Fabrication	149,2	141,3	5,6	643,3	613,8	4,8
Commerce	111,6	102,7	8,7	572,1	566,5	1,0
Transports, entreposage	35,7	44,1	-19,0	159,2	183,0	-13,0
Finance, assur, immobilier et location	43,4	40,1	8,2	194,4	176,8	10,0
Services proffes., scientifiques et techn.	43,5	36,8	18,2	195,0	204,4	-4,6
Gestion entrepr., soutien. adm. et autres	16,7	19,4	-13,9	116,0	107,9	7,5
Services d'enseignement	39,5	32,2	22,7	227,7	220,8	3,1
Soins de santé et assistance sociale	65,4	54,6	19,8	391,3	380,0	3,0
Information, culture et loisirs	27,9	24,0	16,3	161,0	142,7	12,8
Hébergement et services de restauration	32,3	28,4	13,7	198,1	197,2	0,5
Autres services	28,6	35,3	-19,0	157,6	160,8	-2,0
Administrations publiques	31,2	30,4	2,6	202,8	205,1	-1,1
ENSEMBLE DES SECTEURS	679,5	641,6	5,9	3 485,9	3 431,5	1,6

- : Donnée non disponible.

Note: La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Source: *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Tableau 5

EMPLOI PAR GRAND GROUPE PROFESSIONNEL
Montérégie et ensemble du Québec

Groupe professionnel	Montérégie			Ensemble du Québec		
	4 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Variation	4 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Variation
	2001 (000)	2000 (000)	%	2001 (000)	2000 (000)	%
Gestion	62,1	65,8	-5,6	313,6	346,0	-9,4
Affaires, finances et administration	125,8	131,0	-4,0	621,2	625,2	-0,6
Sc. nat. appliquées et prof. apparentées	47,4	33,4	41,9	221,0	218,8	1,0
Secteur de la santé	33,7	29,8	13,1	201,5	191,9	5,0
Sc. sociales, ens. adm. publ. et religion	38,1	36,5	4,4	241,9	244,6	-1,1
Arts, culture, sports et loisirs	13,3	13,1	1,5	101,4	101,1	0,3
Ventes et services	164,1	138,2	18,7	902,2	838,8	7,6
Métiers, transport et machinerie	100,3	113,2	-11,4	458,7	477,7	-4,0
Prof. propres au secteur primaire	18,5	13,7	35,0	88,5	86,0	2,9
Transf., fabric. et serv. utilité publique	76,2	66,9	13,9	336,0	301,4	11,5
ENSEMBLE DES PROFESSIONS	679,5	641,6	5,9	3 485,9	3 431,5	1,6
Selon le niveau						
Gestion	62,1	65,8	-5,6	313,6	346,0	-9,4
Professionnel	91,9	94,3	-2,5	573,6	552,6	3,8
Technique	216,2	184,9	16,9	1 036,5	1 019,2	1,7
Intermédiaire	233,5	228,8	2,1	1 147,8	1 125,4	2,0
Élémentaire	75,7	67,8	11,7	414,4	388,2	6,7

Note: La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Source: *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Tableau 6

EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ POUR L'ENSEMBLE DU QUÉBEC (milliers)

Secteur d'activité	Ensemble du Québec		
	4 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Variation
	2001	2000	%
Agriculture	55,9	56,9	-1,8
Foresterie et exploitation forestière	23,5	22,1	6,3
Pêche, chasse et piégeage	-	-	-
Extraction minière	12,5	16,5	-24,2
Services publics	27,8	28,6	-2,8
Construction	144,6	146,2	-1,1
Fabr. d'aliments, de boissons et de produits du tabac	71,3	69,3	2,9
Usines de textiles et de produits textiles	22,2	24,0	-7,5
Fabr. de vêtements, de produits en cuir et analogues	61,9	60,8	1,8
Fabrication de produits en bois	56,1	52,3	7,3
Fabrication du papier	35,4	35,1	0,9
Impression et activités connexes de soutien	34,4	23,8	44,5
Fabrication de produits chimiques	35,2	37,9	-7,1
Fabr. de produits en caoutchouc et en plastique	35,2	29,4	19,7
Fabrication de produits minéraux non métalliques	12,7	18,3	-30,6
Première transformation des métaux	38,2	28,6	33,6
Fabrication de produits métalliques	50,3	39,9	26,1
Fabrication de machines	22,4	28,6	-21,7
Fabr. de produits informatiques et électroniques	31,4	45,0	-30,2
Fabr. de matériel, d'appar. et de composants électr.	14,7	15,6	-5,8
Fabrication de matériel de transport	51,3	47,8	7,3
Fabrication de meubles et de produits connexes	38,8	37,2	4,3
Activités diverses de fabrication	31,7	19,0	66,8
Commerce de gros	123,0	127,2	-3,3
Commerce de détail	449,1	439,4	2,2
Transport et entreposage	159,2	183,0	-13,0
Finance	97,2	84,4	15,2
Sociétés d'ass., fonds et autres instruments financ.	48,1	47,8	0,6
Services immobiliers	31,2	27,7	12,6
Services de location et de location à bail	17,8	16,8	6,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	195,0	204,4	-4,6
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	116,0	107,9	7,5
Services d'enseignement	227,7	220,8	3,1
Soins de santé et assistance sociale	391,3	380,0	3,0
Information, culture et loisirs	161,0	142,7	12,8
Hébergement et restauration	198,1	197,2	0,5
Autres services	157,6	160,8	-2,0
Administration fédérale (incluant la défense)	60,0	70,1	-14,4
Adm. Publiques provinciales et territoriales	67,6	63,6	6,3
Adm. Publiques locales municipales, rég. et autres	75,2	71,4	5,3
ENSEMBLE DES SECTEURS	3 485,9	3 431,5	1,6

- : Donnée non disponible.

Note: La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Source: *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Tableau 7

**PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI
SELON LA MRC ET LES CENTRES LOCAUX D'EMPLOI (CLE) EN MONTÉRÉGIE**

MRC et région	<i>Prestataires de l'assurance-emploi¹</i>		
	Décembre 2001	Décembre 2000	Variation %
Brome-Missisquoi	1 852	1 428	29,7
La Haute-Yamaska	4 082	2 827	44,4
Acton	872	749	16,4
Le Bas-Richelieu	2 254	2 498	-9,8
Les Maskoutains	3 159	2 711	16,5
Rouville	1 334	979	36,3
Le Haut-Richelieu	3 975	3 621	9,8
La Vallée-du-Richelieu	3 537	3 134	12,9
Champlain ²	9 714	8 657	12,2
Brossard	2 717	2 299	18,2
Longueuil-Est	2 365	2 261	4,6
Longueuil-Ouest	2 072	1 860	11,4
Saint-Hubert	2 560	2 237	14,4
Lajemmerais ²	2 586	2 622	-1,4
Boucherville	2 237	2 215	1,0
Contrecoeur	349	407	-14,3
Roussillon ²	4 663	4 223	10,4
Châteauguay	2 027	1 829	10,8
Saint-Constant	2 636	2 394	10,1
Les Jardins-de-Napierville	1 231	1 221	0,8
Le Haut-Saint-Laurent	1 003	793	26,5
Beauharnois-Salaberry	2 748	2 190	25,5
Vaudreuil-Soulanges	3 497	2 738	27,7
Total Montérégie	46 507	40 391	15,1
ENSEMBLE DU QUÉBEC	330 368	295 653	11,7

¹ Prestataires de l'assurance-emploi actifs et aptes au travail.

² Ces MRC comptent plus d'un centre local d'emploi (CLE).

Source: Direction des ressources humaines Canada.

Tableau 8

**PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI
SELON LES RÉGIONS ÉCONOMIQUES ET L'ENSEMBLE DU QUÉBEC**

Régions économiques et ensemble du Québec	<i>Prestataires de l'assurance-emploi¹</i>		
	Décembre 2001	Décembre 2000	Variation %
RÉGIONS ÉCONOMIQUES			
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	15 506	14 874	4,2
Bas-Saint-Laurent	17 108	16 725	2,3
Capitale-Nationale	27 608	27 165	1,6
Chaudière-Appalaches	18 377	17 113	7,4
Estrie	13 764	11 154	23,4
Centre du Québec	12 438	11 298	10,1
Montérégie	46 507	40 391	15,1
Montréal	58 894	47 942	22,8
Laval	10 875	9 099	19,5
Lanaudière	16 069	15 484	3,8
Laurentides	20 742	18 808	10,3
Outaouais	10 603	8 543	24,1
Abitibi-Témiscamingue	10 697	10 243	4,4
Mauricie	15 935	14 773	7,9
Saguenay—Lac-Saint-Jean	22 536	20 307	11,0
Côte-Nord et Nord-du-Québec	12 572	11 734	7,1
ENSEMBLE DU QUÉBEC	330 368	295 653	11,7

¹Prestataires de l'assurance-emploi actifs et aptes au travail.
Source : Direction des ressources humaines Canada.

Tableau 9

**PRESTATAIRES DE L'ASSISTANCE-EMPLOI
SELON LA MRC ET LES CENTRES LOCAUX D'EMPLOI (CLE) EN MONTÉRÉGIE**

Ensemble des MRC et des CLE	<i>Prestataires de l'assistance-emploi¹</i>		
	Décembre 2001	Décembre 2000	Variation %
Brome-Missisquoi	1 182	1 267	-6,7
La Haute-Yamaska	2 395	2 495	-4,0
Acton	588	597	-1,5
Le Bas-Richelieu	2 733	2 805	-2,6
Les Maskoutains	2 378	2 473	-3,8
Rouville	659	651	1,2
Le Haut-Richelieu	3 194	3 364	-5,1
La Vallée-du-Richelieu	1 362	1 490	-8,6
Champlain ²	10 709	11 224	-4,6
Brossard	2 262	2 318	-2,4
Longueuil-Est	3 117	3 295	-5,4
Longueuil-Ouest	3 584	3 721	-3,7
Saint-Hubert	1 746	1 890	-7,6
Lajemmerais ²	880	924	-4,8
Boucherville	663	702	-5,6
Contrecoeur	217	222	-2,3
Roussillon ²	2 317	2 393	-3,2
Châteauguay	1 156	1 165	-0,8
Saint-Constant	1 161	1 228	-5,5
Les Jardins-de-Napierville	524	541	-3,1
Le Haut-Saint-Laurent	889	903	-1,6
Beauharnois-Salaberry	2 742	2 803	-2,2
Vaudreuil-Soulanges	1 111	1 186	-6,3
Total Montérégie	33 663	35 116	-4,1
ENSEMBLE DU QUÉBEC	272 879	285 557	-4,4

¹ Adultes avec contraintes temporaires à l'emploi et adultes sans contrainte à l'emploi.

² Ces MRC comptent plus d'un centre local d'emploi (CLE).

Source: Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Tableau 10

**PRESTATAIRES DE L'ASSISTANCE-EMPLOI
SELON LES RÉGIONS ÉCONOMIQUES ET L'ENSEMBLE DU QUÉBEC**

Régions économiques et ensemble du Québec	<i>Prestataires de l'assistance-emploi¹</i>		
	Décembre 2001	Décembre 2000	Variation %
RÉGIONS ÉCONOMIQUES			
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	5 487	5 973	-8,1
Bas-Saint-Laurent	7 465	8 281	-9,9
Capitale-Nationale	21 063	22 936	-8,2
Chaudière-Appalaches	7 823	8 171	-4,3
Estrie	9 466	10 169	-6,9
Centre du Québec	6 842	7 156	-4,4
Montérégie	33 663	35 116	-4,1
Montréal	102 758	104 588	-1,7
Laval	7 156	7 589	-5,7
Lanaudière	12 079	12 696	-4,9
Laurentides	13 640	14 528	-6,1
Outaouais	10 652	11 897	-10,5
Abitibi-Témiscamingue	5 897	6 465	-8,8
Mauricie	13 790	14 137	-2,5
Saguenay—Lac-Saint-Jean	10 708	11 099	-3,5
Côte-Nord et Nord-du-Québec	4 390	4 756	2,0
ENSEMBLE DU QUÉBEC	272 879	285 557	-4,4

¹ Adultes avec contraintes temporaires à l'emploi et adultes sans contrainte à l'emploi.
Source: Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Tableau 11

PRINCIPAUX PROJETS D'INVESTISSEMENT EN COURS OU ANNONCÉS

Montérégie

4^e trimestre 2001

Secteur d'activité Nom de l'entreprise (localité)	Montant de l'investissement (000 \$)	Création d'emploi prévue	Remarque
Construction			
Village Liberté sur berges (Brossard)	30 000	nd	Projet de construction d'un complexe résidentiel de 300 unités en bordure du Saint-Laurent (120 résidences unifamiliales et 180 unités de copropriétés).
Ville de Mercier (Mercier)	8 265	nd	En collaboration avec le <i>ministère des Transports</i> , la Ville de Mercier prévoit démarrer, au cours de l'année 2002, le réaménagement de la 138 entre l'autoroute 30 et la rue Hébert (élargissement de deux à quatre voies).
Exit immobilia Courtier inc. (Notre-Dame-de-L'Île-Perrot)	2 000	na	Construction d'un complexe (<i>La Vallée de Ormes</i>) de 60 unités de copropriétés.
Château Mont-Bruno (Sainte-Julie)	23 000	na	La phase I (<i>Habitations Avantage</i>) de ce projet résidentiel est entamée. Il comprend huit phases totalisant 23 M\$. Il s'agit d'un projet de construction de 120 copropriétés réparties en huit immeubles.
Brossard sur le golf (Brossard)	nd	na	Développement résidentiel créant deux quartiers (Quartier du golf et Quartier de la gare). Les promoteurs prévoient à terme 3 000 habitations et 8 000 résidents.
Fabrication d'aliments			
PLB international (Boucherville)	3 000	20	Cette compagnie, spécialisée dans la nourriture pour chats et chiens, investit dans de la nouvelle technologie d'emballage et elle prévoit l'embauche de 20 personnes en production.
Plante Snack Food inc. (Saint-Hyacinthe)	750	nd	Cette entreprise, spécialisée dans la production de grignotines à base de maïs, investit avec le <i>Fonds régional FTQ</i> afin de pouvoir poursuivre sa croissance.

na: Ne s'applique pas.

nd: Donnée non disponible.

Source: Banque de données, Emploi-Québec Montérégie.

Tableau 11

PRINCIPAUX PROJETS D'INVESTISSEMENT EN COURS OU ANNONCÉS

Montérégie

4^e trimestre 2001

Secteur d'activité Nom de l'entreprise (localité)	Montant de l'investissement (000 \$)	Création d'emploi prévue	Remarque
Cargill (Chambly)	45 000	600	Construction d'une usine spécialisée dans la transformation de viande en bordure de l'autoroute 10, qui dans son ensemble nécessiterait des investissements d'environ 45 M\$ pour la phase I seulement. Contribution d' <i>Investissement Québec</i> (3,9 M\$) et d' <i>Emploi-Québec</i> (300 000 \$).
Fabrication de produits en bois			
Adam Lumber inc. (Waterloo)	1 500	20	Construction d'une nouvelle usine spécialisée dans la fabrication de fermes de toit et de poutrelles en bois. Les travaux devraient être terminés vers le printemps 2002.
Impression et activités connexes de soutien			
Wilco inc. (Candiac)	18 000	50	Projet à l'étude: agrandissement (sur trois ans) de l'usine spécialisée dans l'impression d'emballages et d'étiquettes haut de gamme pour les industries pharmaceutiques et cosmétiques. Création de 50 emplois d'ici l'année 2005. <i>Investissement Québec</i> aide avec un prêt de 2,2 M\$ pour l'acquisition d'équipements et d'une nouvelle presse lithographique.
Fabrication de produits chimiques			
Produits chimiques Expro (Saint-Timothée)	51 000	na	Projet de relance de cette compagnie spécialisée dans la fabrication d'explosifs avec l'assistance financière des gouvernements du Québec et du Canada. Parmi les travaux couverts, on retrouve la décontamination du sol et la démolition des bâtisses désaffectées de l'usine.

na: Ne s'applique pas.

nd: Donnée non disponible.

Source: Banque de données, Emploi-Québec Montérégie.

Tableau 11

PRINCIPAUX PROJETS D'INVESTISSEMENT EN COURS OU ANNONCÉS

Montérégie

4^e trimestre 2001

Secteur d'activité Nom de l'entreprise (localité)	Montant de l'investissement (000 \$)	Création d'emploi prévue	Remarque
Biovet inc. (Saint-Hyacinthe)	7 000	nd	Cette entreprise investit pour fabriquer des outils et pour offrir des services de diagnostic pour les secteurs vétérinaires et agroalimentaires. Elle consolidera également ses activités européennes.
Atrium Environnement inc. (Sainte-Brigide-d'Iberville)	18 000	37	Cette compagnie, spécialisée dans le traitement et la valorisation des matières organiques agroalimentaires, implante un centre de recherche et de traitement de matières organiques (usine de granulation). Vingt-cinq emplois sont prévus à l'usine et 12 au centre de recherche, qui sera aussi un centre de formation pour les employés.
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique			
Polymos inc. (Vaudreuil-Dorion)	5 000	10	Ce fabricant d'emballages en styromousse (près de 1 000 produits) vient d'inaugurer un nouveau plan avec une superficie de 50 000 pieds carrés et de la machinerie hautement spécialisée.
Fibrocap inc. (Beloeil)	890	24	Cette compagnie, spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de boîtes en composites pour camionnettes, investit dans un atelier mobile pour l'entretien des réseaux de télécommunications.
Fabrication de machines			
Kool-Air (Iberville)	nd	10	Ce nouveau manufacturier d'équipements de froid (spécialisé dans la conception et la fabrication d'évaporateurs, condensateurs et refroidisseurs de fluides, des frigorigènes de chambres froides et de congélateurs) occupe un local de 10 000 pieds carrés dont les produits sont innovateurs au point de vue des matériaux utilisés.

na: Ne s'applique pas.

nd: Donnée non disponible.

Source: Banque de données, Emploi-Québec Montérégie.

Tableau 11

PRINCIPAUX PROJETS D'INVESTISSEMENT EN COURS OU ANNONCÉS

Montérégie

4^e trimestre 2001

Secteur d'activité Nom de l'entreprise (localité)	Montant de l'investissement (000 \$)	Création d'emploi prévue	Remarque
Homag Canada inc. (Mont-Saint-Hilaire)	2 300	15	L'entreprise qui est une filiale de la firme Allemande <i>Homag</i> est spécialisée dans la machinerie servant à la fabrication de meubles. Elle construit un centre de formation pour opérer les équipements et les bureaux régionaux de l'entreprise afin de desservir le Québec, les Maritimes et une partie de l'Ontario.
Godro inc. (Roxton Pond)	3 000	15	Agrandissement et modernisation de l'usine spécialisée dans la fabrication d'équipements de production agricole. Ce projet prévoit un atelier de peinture en poudre électrostatique et la création d'une quinzaine d'emplois, ce qui portera à 100 leur nombre d'employés.
Fabrication de produits informatiques et électroniques			
Audisoft Technologies inc. (Boucherville)	275	nd	Investissement de cette compagnie afin de commercialiser sur le marché nord-américain un appareil audiovisuel pour les personnes atteintes de surdité.
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques			
Alstom Canada inc., div. Énergies (Tracy)	12 000	na	Construction d'un édifice administratif (5 M\$) et d'un atelier (7 M\$) permettant à cette entreprise de conserver une bonne partie de ses 200 employés dont elle avait annoncé la mise à pied.
Asea Brown Bovari inc. (Varenes)	16 400	16	Modernisation (sur trois ans) de cette usine spécialisée dans la fabrication de transformateurs de puissance, afin d'augmenter sa production de 10 % à 15 %.

na: Ne s'applique pas.

nd: Donnée non disponible.

Source: Banque de données, Emploi-Québec Montérégie.

Tableau 11

PRINCIPAUX PROJETS D'INVESTISSEMENT EN COURS OU ANNONCÉS

Montérégie

4^e trimestre 2001

Secteur d'activité Nom de l'entreprise (localité)	Montant de l'investissement (000 \$)	Création d'emploi prévue	Remarque
Fabrication de meubles et de produits connexes			
Compo international division de Gestech-Compo inc. (Saint-Pie-de-Bagot)	800	20	Nouvelle entreprise spécialisée dans les composantes de meubles en bois.
Entreprises T.M. (Saint-Pie-de-Bagot)	650	na	Agrandissement de cette entreprise spécialisée dans les meubles en mélamine, afin de doubler sa superficie (250 000 \$). De plus, elle acquiert des équipements neufs à la fine pointe de la technologie (400 000 \$).
Activités diverses de fabrication			
Woodchuck inc. (Longueuil)	nd	30	Modernisation et réaménagement de cette compagnie, spécialisée dans la conception et la fabrication des planches à roulettes, afin de doubler sa capacité de production. Ce projet permettra l'ajout de 30 emplois aux 30 existants.
Commerce			
Toyota Canada inc. (Brossard)	5 000	nd	Construction d'un nouveau centre, en bordure de l'autoroute 10, qui abritera des bureaux et des ateliers de formation technique. La soixantaine d'employés travaillant actuellement à Boucherville devraient être transférés au printemps 2002.
Meubles Fly America inc. (Saint-Bruno-de-Montarville)	9 000	50	Construction d'un magasin de meubles de 75 000 pieds carrés.
Home Depot (Saint-Bruno-de-Montarville)	20 000	150	Ce magasin d'articles de maison a ouvert ses portes le 25 octobre 2001. Un projet est à l'étude pour une succursale à Boucherville.
Maxi (Granby)	6 700	40	Construction d'un nouveau marché d'alimentation. Cinquante travailleurs de l'ancien <i>Provigo</i> situé à cet endroit ont été embauchés, en plus de 40 nouveaux employés.

na: Ne s'applique pas.

nd: Donnée non disponible.

Source: Banque de données, Emploi-Québec Montérégie.

Tableau 11

PRINCIPAUX PROJETS D'INVESTISSEMENT EN COURS OU ANNONCÉS

Montérégie

4^e trimestre 2001

Secteur d'activité Nom de l'entreprise (localité)	Montant de l'investissement (000 \$)	Création d'emploi prévue	Remarque
Provigo (Varenes)	6 000	29	Agrandissement de son aire de vente de 13 000 pieds carrés.
Métro-Richelieu (Saint-Hubert)	1 000	nd	Agrandissement du supermarché d'alimentation <i>Métro Riendeau</i> de 14 000 pieds carrés.
Super C (Cowansville)	8 000	100	Ouverture au printemps 2002 du marché d'alimentation. Le projet totalisera 40 000 pieds carrés et abritera une succursale de la SAQ.
Loblaws (Saint-Bruno-de-Montarville)	9 000	160	Nouveau marché d'alimentation incluant diverses sections, notamment une poissonnerie, une boulangerie, une charcuterie et autres.
Groupe Jean Coutu (Saint-Basile-le-Grand)	3 200	nd	Nouvelle succursale offrant un service au volant pour ordonnances.
Bureau en gros (Sorel-Tracy)	2 400	nd	Agrandissement du commerce situé aux Promenades de Sorel.
Entreposage			
Centre frigorifique Montérégie (Sainte-Julie)	5 600	3	Agrandissement des entrepôts frigorifiques de cette entreprise. Elle réalise présentement des études préliminaires pour d'autres projets d'agrandissement.
Centre de distribution Robert (Boucherville)	8 000	10	Agrandissement de l'entrepôt frigorifique (espaces frais et surgelées). Dix emplois s'ajoutent aux 90 existants.
Finance et assurances			
Caisse populaire Desjardins (Sainte-Julie)	675	nd	Construction d'un nouveau siège social.

na: Ne s'applique pas.

nd: Donnée non disponible.

Source: Banque de données, Emploi-Québec Montérégie.

Tableau 11

PRINCIPAUX PROJETS D'INVESTISSEMENT EN COURS OU ANNONCÉS

Montérégie

4^e trimestre 2001

Secteur d'activité Nom de l'entreprise (localité)	Montant de l'investissement (000 \$)	Création d'emploi prévue	Remarque
Services administratifs, de soutien, de gestion de déchets et d'assainissement			
Services Matrec inc. (Boucherville)	2 000	5	Agrandissement du siège social de cette compagnie spécialisée dans la gestion intégrée des matières résiduelles.
Services d'enseignement			
CS des Trois-Lacs (L'Île-Perrot)	10 000	nd	Construction d'une école secondaire de 1 000 places.
Institut de technologie agroalimentaire (ITA) (Saint-Hyacinthe)	12 000	nd	Investissement notamment pour moderniser l'équipement utilisé en technologie de la transformation des aliments; projet de laboratoire de valorisation des sous-produits bioalimentaires; amélioration du secteur serricole pour les infrastructures pédagogiques.
Soins de santé et assistance sociale			
Hôpital Charles-Lemoyne (Greenfield Park)	113 400	nd	Études préliminaires pour le projet de construction d'un département de radio-oncologie, au coût d'environ 40 M\$; projet d'addition d'un pavillon d'ado-psychiatrie, au coût d'environ 3,4 M\$; construction d'un centre ambulatoire de 60 lits, au coût d'environ 70 M\$.
Pavillon Saint-Charles (Saint-Hyacinthe)	5 300	nd	Réaménagement et rénovation du vétuste pavillon grâce à une subvention du <i>Ministère de la Santé</i> .
CLSC Longueuil-Est (Longueuil)	7 100	nd	Construction du nouveau CLSC à Longueuil. Le bâtiment de deux étages (dans un site encore à déterminer) permettra de relocaliser le CLSC de Longueuil.
Centre de la petite enfance Cachalot inc. (Châteauguay)	895	nd	Construction d'une garderie de 80 places qui devrait être terminée vers la mi-février 2002.

na: Ne s'applique pas.

nd: Donnée non disponible.

Source: Banque de données, Emploi-Québec Montérégie.

Tableau 11

PRINCIPAUX PROJETS D'INVESTISSEMENT EN COURS OU ANNONCÉS

Montérégie

4^e trimestre 2001

Secteur d'activité Nom de l'entreprise (localité)	Montant de l'investissement (000 \$)	Création d'emploi prévue	Remarque
Centre de la petite enfance La Campinoise (Salaberry-de-Valleyfield)	nd	nd	Les plans et devis préliminaires sont présentement en préparation pour la construction d'une garderie de 80 places sur la rue Hébert.
Centre de la petite enfance L'Attrait mignon (Longueuil)	650	nd	Construction d'une garderie de 66 places à l'angle des rues Guy et Toulouse près du parc Lionel-Groulx.
Arts, spectacles et loisirs			
Studio Bromont (Bromont)	50	nd	L'ancienne usine <i>Hyundai</i> serait vendue à <i>Studio Bromont</i> dans le but d'en faire un studio de cinéma. À suivre...
Hébergement et services de restauration			
Hôtel Château Bromont (Bromont)	1 300	na	Rénovation de 100 chambres et réfection de deux façades de l'édifice (phase III du programme de rénovation).
Hôtel des Seigneurs (Saint-Hyacinthe)	2 000	nd	Transformation d'un étage de chambres et de suites en classe affaires dans le secteur de l'Atrium.
Rôtisserie Saint-Hubert (Saint-Jean-sur-Richelieu)	2 000	nd	Agrandissement et transformation du restaurant. De plus, ajout d'une terrasse extérieure de 40 places.
Administrations publiques			
Agence métropolitaine de transport (Saint-Basile-le-Grand)	28 800	nd	Études préliminaires pour la construction d'une gare ferroviaire au coût de 4 M\$, subventionnée par le <i>ministère des Transports</i> . Cette gare devrait être en fonction en 2003, elle disposera d'un stationnement de 450 places et des quais pour autobus. Le service complet sur cette ligne nécessitera des investissements de 28,8 M\$.

na: Ne s'applique pas.

nd: Donnée non disponible.

Source: Banque de données, Emploi-Québec Montérégie.

Tableau 11

PRINCIPAUX PROJETS D'INVESTISSEMENT EN COURS OU ANNONCÉS

Montérégie

4^e trimestre 2001

Secteur d'activité Nom de l'entreprise (localité)	Montant de l'investissement (000 \$)	Création d'emploi prévue	Remarque
Institut des matériaux industriels (Boucherville)	1 500	nd	Construction d'un laboratoire de prototypage par le <i>Conseil national de recherches Canada</i> . Le bâtiment de 12 000 pieds carrés sera relié à l'édifice principal par une passerelle.
Ministère des Transports Québec (Coteau-du-Lac)	8 000	na	Construction d'un échangeur à l'intersection de la route 201 et du chemin du fleuve à Coteau-du-Lac.

na: Ne s'applique pas.

nd: Donnée non disponible.

Source: Banque de données, Emploi-Québec Montérégie.

Tableau 12

MISES À PIED ANNONCÉES

Montérégie

4^e trimestre 2001

Secteur d'activité	Nom de l'entreprise (localité)	Nombre de travailleurs affectés	Remarque
Fabrication de produits en bois	Stella-Jones (Delson)	28	Mises à pied chez ce producteur de bois traité sous pression pour des raisons économiques.
Impression et activités connexes de soutien	Technologies Chromas Canada inc. (Saint-Bruno-de-Montarville)	20	Mises à pied du fabricant, concepteur et installateur de presses d'imprimerie en raison de difficultés économiques importantes.
Fabrication de produits minéraux non métalliques	Crane Canada inc. (Saint-Jean-sur-Richelieu)	206	Fermeture du fabricant de produits sanitaires en céramique (bidets, fontaines, lavabos, toilettes et urinoirs).
Fabrication de produits métalliques	Précis-Max inc. (Granby)	25	Licenciement en raison d'une fusion avec sa compagnie-sœur <i>Nutech inc.</i> (Diraeli, Qc).
	Termaco ltée (Saint-Jean-sur-Richelieu)	125	Mises à pied chez ce fabricant de supports pour les batteries d'urgence à la suite d'une cassure à la bourse (baisse de son chiffre d'affaires de 55 % depuis juin 2001).
Fabrication de machines	Denharco inc. (Saint-Hyacinthe)	76	Mises à pied de 61 employés dans l'usine et de 15 au siège social, en raison du contexte économique.
	Blanchard-Ness (Saint-Hubert)	230	Licenciement collectif de l'ensemble des employés de cette compagnie spécialisée dans la fabrication d'équipements de réfrigération complets (évaporateurs, condensateurs, centrales d'air, échangeurs de chaleur, etc.), à la suite d'une restructuration de ses activités. Les mises à pied devraient s'étendre jusqu'au 31 mars 2002.
Fabrication de produits informatiques et électroniques	Clarent Corporation (Brossard)	10	Licenciements dans l'entreprise de communications (Internet) pour des raisons économiques.

Tableau 12

MISES À PIED ANNONCÉES

Montérégie

4^e trimestre 2001

Secteur d'activité	Nom de l'entreprise (localité)	Nombre de travailleurs affectés	Remarque
	Zarlink Semiconducteur inc. (Bromont)	77	Licenciement de 56 personnes permanentes et de 21 temporaires.
	Vip Switch inc. (Brossard)	60	Licenciement à la suite de difficultés financières. L'entreprise est en restructuration.
Produits électriques	Power Battery Iberville (Iberville)	50	Mises à pied du fabricant de batteries pour l'alimentation d'urgence des équipements informatiques et de télécommunications, à la suite d'une baisse de son carnet de commandes après les événements du 11 septembre 2001.
Fabrication de matériel de transport	Société Industrielle de décolletage et d'outillage ltée (Granby)	10	Licenciement à la suite de la restructuration dans l'industrie de l'aviation pour des raisons économiques.
	Bombardier produits récréatifs (Granby)	110	Les mises à pied temporaires annuelles de l'entreprise s'échelonnent sur six mois plutôt que sur 12 semaines habituelles, car les ventes de véhicules risquent d'être moindres que les prévisions à la suite des événements du 11 septembre 2001.
	Pratt & Whitney Canada (Longueuil)	525	Mises à pied à la suite du ralentissement économique dans ce secteur d'activité, notamment après les attentats du 11 septembre 2001 survenus aux États-Unis.
Commerce	Marché d'alimentation Guy Milot inc. (Saint-Luc)	33	Fermeture du marché d'alimentation pour des raisons économiques.
	Sobeys Québec (Châteauguay)	96	Fermeture du marché d'alimentation pour des raisons administratives et opérationnelles à la suite de l'acquisition du <i>Groupe Oshawa</i> par Sobeys. Il y avait deux supermarchés à moins de 100 mètres.

Tableau 12

MISES À PIED ANNONCÉES

Montérégie

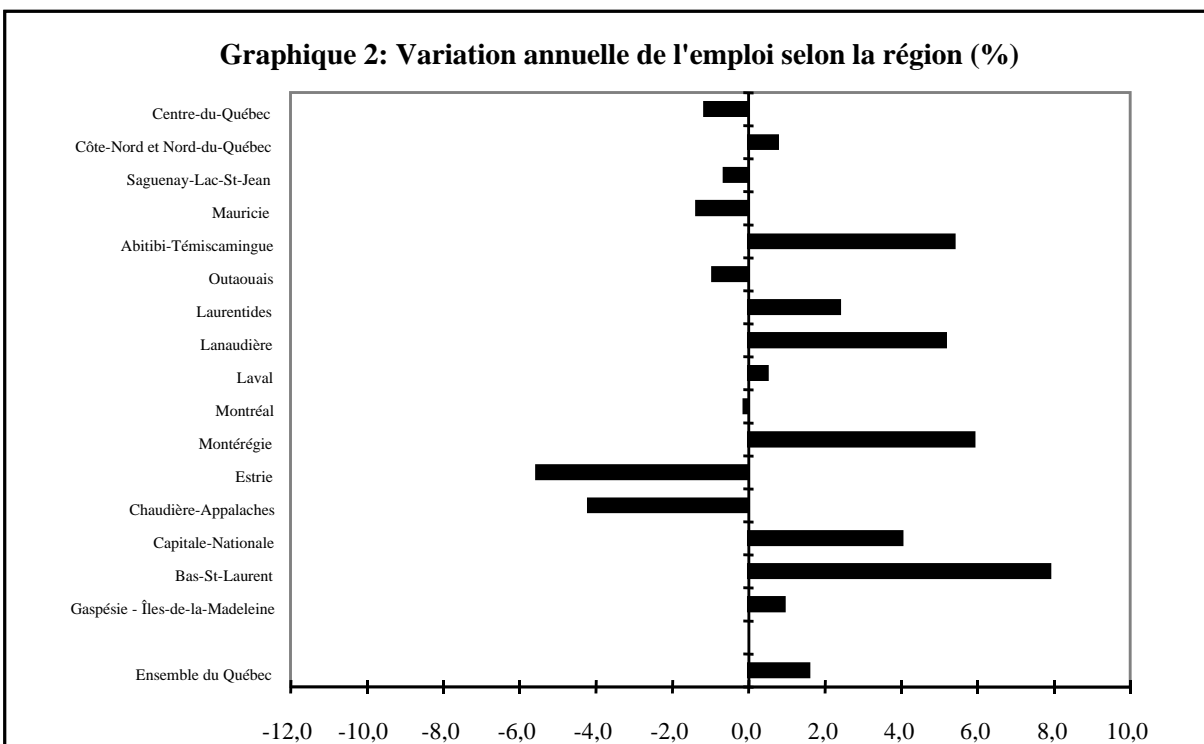
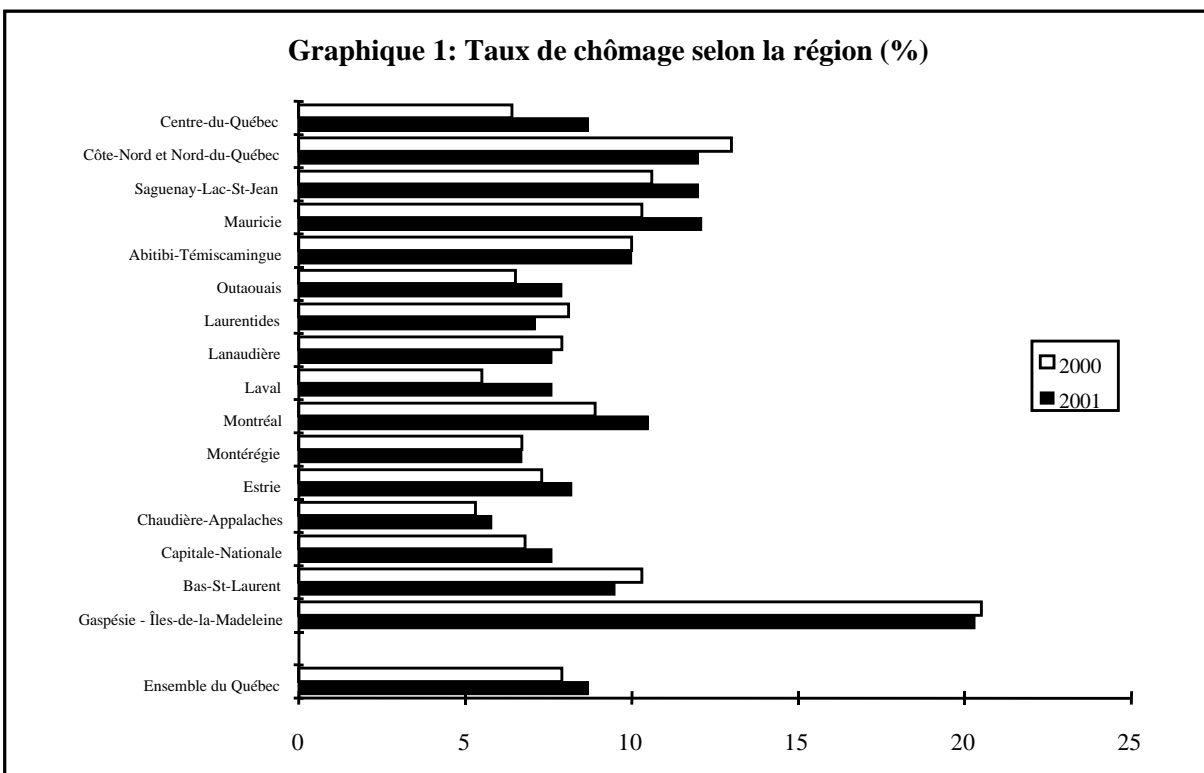
4^e trimestre 2001

Secteur d'activité	Nom de l'entreprise (localité)	Nombre de travailleurs affectés	Remarque
Services professionnels, scientifiques et techniques	Technologies M4 inc. (Longueuil)	20	Mises à pied chez cette entreprise de conception, de fabrication et de commercialisation de systèmes de propulsion, de génératrices et d'équipement électronique de puissance en raison d'un contexte économique difficile.
Arts, spectacles et loisirs	Parc Safari (Hemmingford)	300	L'entreprise récréotouristique s'est placée sous la protection de Loi sur la faillite.

Source : Banque de données, Emploi-Québec Montérégie.

Graphiques 1 et 2

**TAUX DE CHÔMAGE ET VARIATION ANNUELLE DE L'EMPLOI SELON LA RÉGION
4^e trimestre 2001**



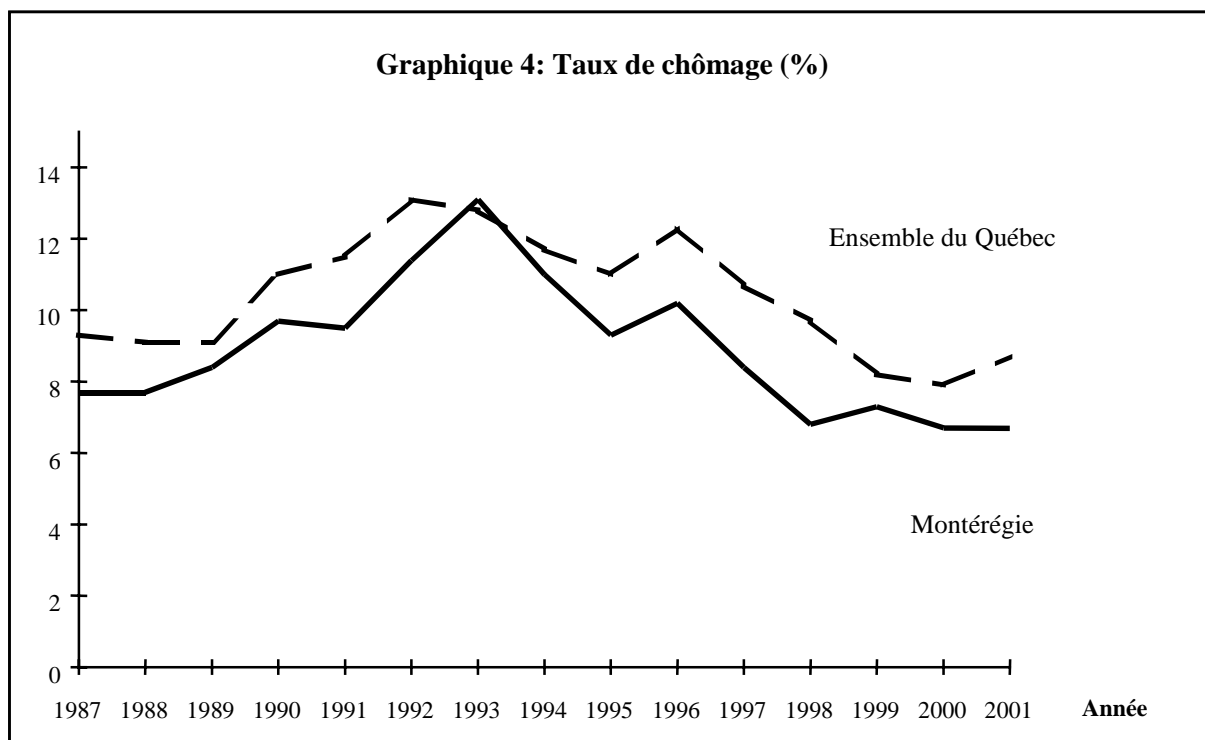
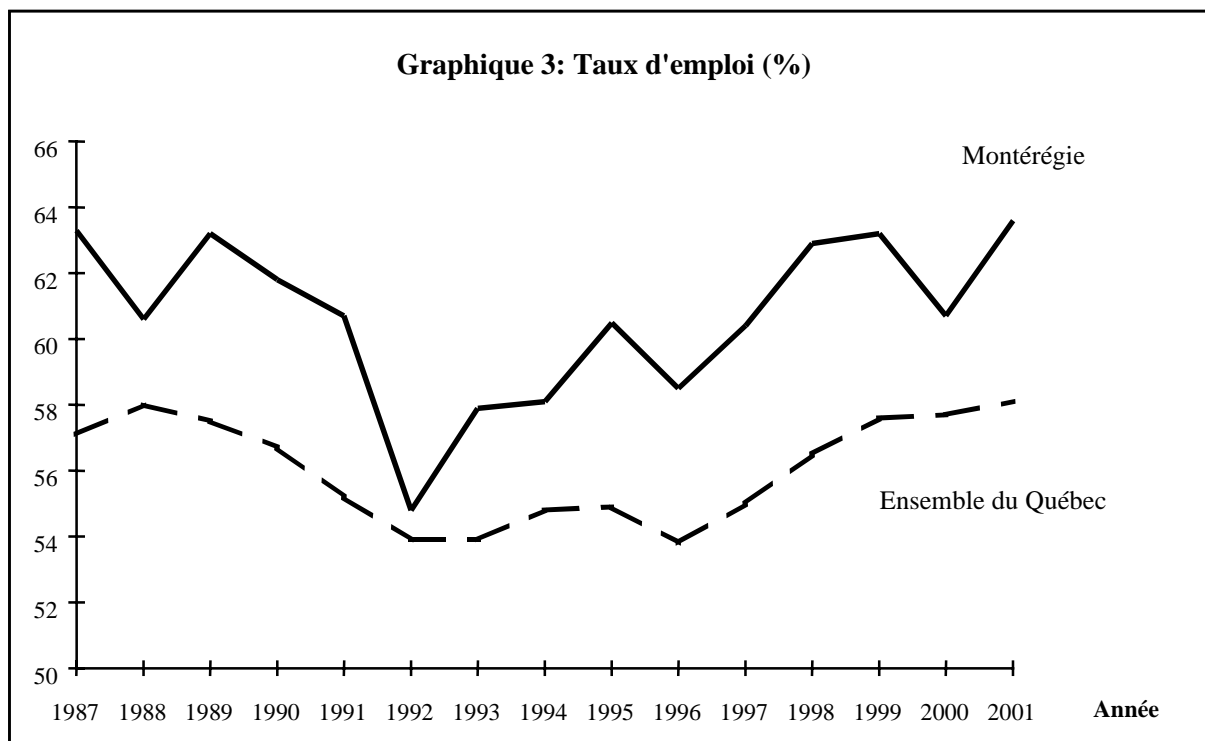
Source: *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Graphiques 3 et 4

TAUX D'EMPLOI (%) ET TAUX DE CHÔMAGE (%)

Montréal et ensemble du Québec

4^e trimestre 2001

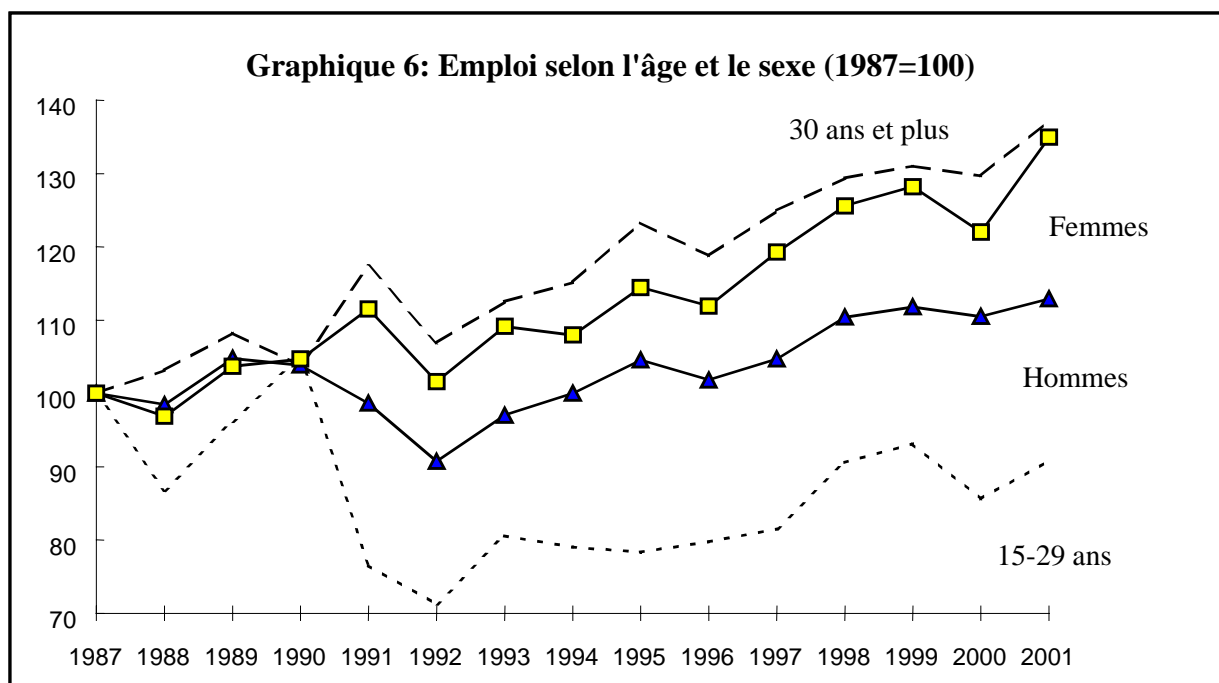
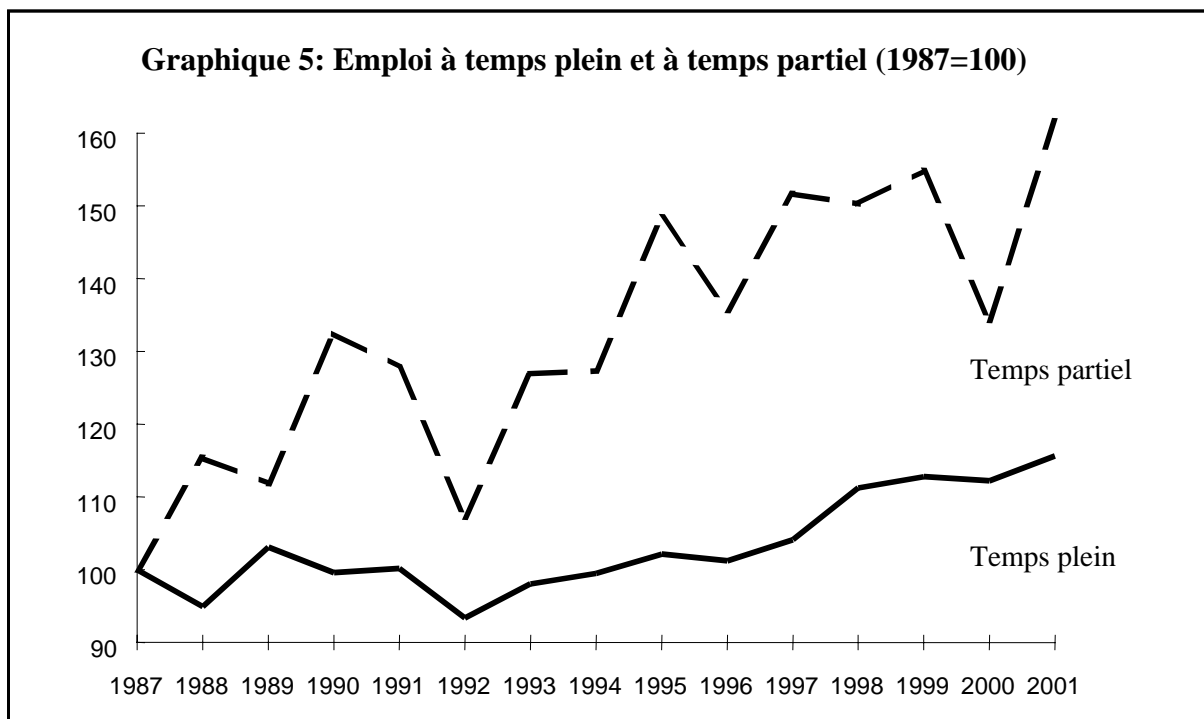


Source: *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Graphiques 5 et 6

**EMPLOI À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL
EMPLOI SELON L'ÂGE ET LE SEXE**

**Montérégie
4^e trimestre 2001**



Source: *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Section 4

Bilan annuel de 2001

Première baisse de l'emploi depuis 1996

Après plusieurs années de fortes croissances, l'économie et le marché du travail se sont détériorés en 2001. Les entreprises ont réduit le nombre d'embauches et accru les mises à pied. La population de la Montérégie a perdu 1 800 (-0,3 %) emplois, soit la première baisse à survenir depuis 1996. Le Québec a réussi à maintenir une croissance positive du niveau d'emploi, avec 36 800 (1,1 %) postes de plus qu'en 2000.

Au Québec, la croissance du *Produit intérieur brut* (PIB) avait atteint 5,3 % en 1999 et 4,7 % en 2000. Pour 2001, lorsque les données seront disponibles, elles devraient indiquer une progression de 1,1 % du PIB. Le ralentissement amorcé aux États-Unis à la fin de 2000, suite à la détérioration de la situation financière des entreprises des télécommunications, s'est accentué au début de 2001. En fait, le ralentissement en 2001 résulte des investissements irrationnels dans les technologies de l'information en 2000. La bulle spéculative a fini par éclater, entraînant avec elle plusieurs entreprises reliées à ces secteurs. Par ailleurs, les événements du 11 septembre 2001 sont venus accentuer la récession aux États-Unis et affaiblir notre économie.

La reprise prévue au deuxième trimestre 2002 pourrait même se pointer un peu plus tôt. Le ralentissement aura été beaucoup moins fort que celui du début des années 1990, alors que la récession avait duré quatre trimestres. La croissance du PIB pourrait osciller autour de 1,8 % aux États-Unis et de 1,7 % au Québec en 2002. Les taux d'intérêt ont atteint des planchers historiques et l'inflation demeure faible, ce qui diffère beaucoup de la récession de 1991, où les pressions inflationnistes étaient très présentes. À titre d'information, le taux d'inflation au Québec avait atteint 7,4 % en 1991 comparativement à 2,4 % en 2001. La confiance des consommateurs revient et les ventes au détail sont en hausse.

Le marché du travail a légèrement fléchi en Montérégie en 2001, mais il avait connu une augmentation de 24 700 (3,8 %) personnes en emploi en l'an 2000. Le Québec avait également affiché une création d'emplois beaucoup plus importante avec 80 300 (2,4 %) emplois. Depuis 1993, c'est la première fois que la région ne suit pas la tendance provinciale (voir graphique 11). Habituellement, une variation à la hausse de l'emploi au Québec est suivie par la Montérégie avec une ampleur supérieure et il en est ainsi pour le mouvement de recul, il est également amplifié. L'année 2001 affiche-t-elle un renversement de tendance ou constitue-t-elle un accident de parcours dans un marché de l'emploi qui se complexifie? La seconde hypothèse nous semble plus plausible.

En raison d'un début d'année difficile sur le plan de l'emploi en Montérégie, plusieurs personnes ont choisi d'attendre quelques mois avant de chercher du travail. C'est la

première fois que la Montérégie subit un recul de la population active depuis 1992. La région a connu une légère progression de l'emploi à temps plein (+4 400, 0,8 %), alors que les emplois à temps partiel ont reculé de façon importante (-6 200, 5,3 %). Ainsi la faible baisse de l'emploi en Montérégie semble moins catastrophique sous cet angle. Au Québec la progression des emplois à temps plein fut également faible (0,7 %), par conséquent l'emploi à temps partiel s'est apprécié (2,7 %). Selon une étude de *Statistique Canada*, la tendance à rechercher un emploi à temps partiel augmente de façon soutenue. En 2000, 19 % des chômeurs recherchaient un emploi à temps partiel, comparativement à 17,3 % en 1997. Ce sont surtout les femmes de 15 à 24 ans qui étaient à la recherche d'un emploi à temps partiel.

La Montérégie a connu une hausse moins importante du nombre de chômeurs (1,5 %) que le Québec (5,3 %), ce qui lui a permis de maintenir un écart du taux de chômage de deux points de pourcentage en faveur de la région. Le taux de chômage atteignait 6,7 % en Montérégie, comparativement à 8,7 % pour le Québec. En dépit d'une croissance de 15 000 (0,9 %) emplois dans la *Région métropolitaine de Montréal*, le taux de chômage est monté de 7,7 % à 8,2 %. Le taux d'emploi en Montérégie demeure le plus élevé des régions du Québec, malgré qu'il a régressé de 63,7 % à 62,8 %. La part des personnes en emploi parmi la population âgée de 15 ans et plus (taux d'emploi) au Québec a légèrement augmenté, passant de 57,9 % à 58,1 %. Dans la Région métropolitaine de Montréal, le taux d'emploi affichait 60,4 %.

Gains d'emplois chez les jeunes

Les jeunes de 15 à 29 ans ont connu une

augmentation de 7 600 (4,7 %) emplois alors que les personnes de 30 ans et plus en perdaient 9 400 (-1,8 %). L'emploi chez les hommes s'est contracté de 2 000 postes (-0,5 %) alors que le niveau d'emploi chez les femmes demeurait relativement stable avec 200 (0,1 %) emplois de plus.

Il faut reculer en 1992 pour voir une baisse de l'emploi chez les personnes de 30 ans et plus. Cela est d'autant plus difficile à expliquer, puisqu'il y a eu création d'emplois dans le secteur de la fabrication et que les personnes de cet âge sont souvent avantagées par ce secteur. Un autre paradoxe: l'augmentation de l'emploi chez les jeunes alors que l'emploi à temps partiel est en chute. Vraiment, l'année 2001 nous présente plein de situations qui sortent de l'ordinaire. Malgré un marché du travail qui a évolué de façon erratique, les jeunes ont obtenu leur plus faible taux de chômage historique, avec 10,3 %. Ils ont connu leur meilleur taux d'emploi depuis 1990 avec 66,5 % des 15 à 29 ans en emploi.

Le rehaussement du niveau de scolarité des jeunes facilite leur intégration en emploi. Il ne faut pas négliger pour autant qu'il y a encore beaucoup de jeunes moins scolarisés qui éprouvent des difficultés à se trouver un emploi. C'est pourquoi il faut sensibiliser les jeunes décrocheurs, principalement les garçons, à l'importance de terminer leur formation secondaire. Selon l'Enquête auprès des jeunes de 18 à 20 ans en transition (*Statistique Canada*), les trois quarts de ceux qui avaient décroché ont par la suite regretté leur décision. Toujours selon cette étude, en 1999 le taux de décrochage était de 14,7 % chez les hommes, comparativement à 9,1 % chez les femmes. Par ailleurs, selon une étude sur les mises à pied réalisée par *Statistique Canada*, le taux de mise à pied était plus élevé chez les hommes, les jeunes (15 à 24 ans) et les travailleurs faiblement scolarisés. Un an après leur mise à pied, près d'un cinquième

des personnes étaient toujours en chômage.

Les femmes poursuivent leur pénétration sur le marché du travail en faisant un léger gain, contre une baisse de l'emploi chez les hommes. Depuis 1992, elles connaissent une progression continue de l'emploi alors que les hommes ont absorbé une baisse en 1996. De plus, les hausses des dernières années chez les femmes ont toujours dépassé celles des hommes. Le taux de chômage des femmes atteint un niveau inégalé avec 6,5 % des personnes à la recherche d'un emploi, comparativement à 6,9 % chez les hommes. Leur taux d'emploi demeure inférieur (56,2 %) à celui des hommes (69,7 %), mais l'écart s'atténue de façon soutenue, passant de 24,4 points en 1988 à 13,5 points en 2001.

Reprise de l'emploi dans la fabrication et faible hausse dans les services

La Montérégie a connu une augmentation de 4 500 (3,2 %) emplois dans la fabrication, mais seulement 2 200 (0,5 %) de plus dans les services. Les gains d'emplois dans l'agriculture (300) ont été annulés par les pertes dans la transformation alimentaire (-300 emplois). Quant au secteur de la construction, il affichait un second recul (-4 200) de l'emploi, malgré les faibles taux d'intérêt et l'augmentation des chantiers résidentiels en fin d'année.

Les investissements dans les entreprises manufacturières de la Montérégie en 2001 semblent avoir compensé les mises à pied puisque le bilan annuel est positif. Les secteurs de l'imprimerie, du matériel de transport, de la fabrication de machines et du plastique ont créé le plus d'emplois. Les secteurs de l'informatique, de la première transformation des métaux, du meuble et du bois ont été les plus touchés par le ralentissement et la récession

américaine.

L'année 2001 marque la fin d'une longue période d'expansion économique (neuf ans) mais également l'excès de la capacité mondiale de produire (offre) face à la demande. Cette capacité de production excédentaire est présente dans certains secteurs comme les télécommunications et l'automobile, des secteurs moins déterminants en Montérégie. On a beaucoup entendu parler des grandes entreprises qui ont licencié en 2001, mais il ne faut pas négliger la création d'emplois dans les PME, puisque ces dernières constituent 87 % de l'ensemble des entreprises. Le secteur des services, qui représente 71 % de l'emploi total en Montérégie, est largement dominé par les PME.

Selon une étude récente sur les PME à forte croissance (Pierre-André Julien, UQTR), ces dernières ont des répercussions sur la création d'emplois qui va au-delà de leur poids en nombre dans l'économie. Pour les 52 PME à forte croissance étudiées, les résultats montrent que les facteurs déterminants relèvent de la capacité de ces firmes à gérer le changement. Monsieur Julien, titulaire de *l'Institut de recherche sur les PME*, résume les facteurs explicatifs comme suit : «En premier lieu, l'organisation de ces entreprises est particulièrement *complexe, décentralisée, participative et apprenante*. En deuxième lieu, sa direction est expérimentée et communicative tant à l'interne qu'à l'externe : elle a pour tâches principales d'apporter de la cohérence par une planification flexible et par le partage d'une culture dynamique. La très forte orientation marché, en partie pour l'exportation, constitue la troisième caractéristique de ces entreprises. La quatrième caractéristique est le recours fréquent aux ressources dans le milieu; ce recours passe notamment par une présence relativement systématique de conseillers privés et publics et des contacts

particuliers avec des institutions d'enseignement et de recherche et développement (R-D).»

On peut conclure que l'année 2001 aura été très particulière à plusieurs égards. La Montérégie a connu un léger recul de l'emploi alors que le Québec affichait une faible croissance. La région présente tout de même le meilleur taux d'emploi des régions et elle occupe le deuxième rang avec son faible taux de chômage. La récession aux États-Unis et les attentats du 11 septembre 2001 ont bouleversé l'économie mondiale. Plusieurs pensaient que la nouvelle économie allait supprimer les cycles standards de l'économie, mais celle-ci

apporte peut-être de nouveaux éléments, dont celui de rendre les prévisions plus difficiles. La capacité de création d'emplois des PME est sous-estimée, on devra donc être plus attentif à leurs activités. Enfin, la population est de plus en plus scolarisée, mais les personnes qui demeurent en marge du marché du travail sont principalement celles qui n'ont pas terminé leur formation secondaire. Emploi-Québec sera particulièrement active auprès de ces deux clientèles en 2002, soit les PME et les exclus du marché du travail.

Section 5

Tableaux et graphiques annuels

Tableau 13

INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Montérégie

1991 à 2001

Indicateur	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Population de 15 ans et + (000)	948,0	962,3	976,0	986,3	995,5	1 004,6	1 016,1	1 027,9	1 040,2	1 052,0	1 064,5
var. (000)	17,4	14,3	13,7	10,3	9,2	9,1	11,5	11,8	12,3	11,8	12,5
var. (%)	1,9	1,5	1,4	1,1	0,9	0,9	1,1	1,2	1,2	1,1	1,2
Population active (000)	640,1	626,4	644,7	648,2	663,2	666,0	672,4	689,3	703,5	717,7	716,6
var. (000)	-8,2	-13,7	18,3	3,5	15,0	2,8	6,4	16,9	14,2	14,2	-1,1
var. (%)	-1,3	-2,1	2,9	0,5	2,3	0,4	1,0	2,5	2,1	2,0	-0,2
Emploi (000)	573,8	557,0	558,9	581,3	600,4	598,5	610,8	636,6	645,7	670,4	668,6
var. (000)	-15,5	-16,8	1,9	22,4	19,1	-1,9	12,3	25,8	9,1	24,7	-1,8
var. (%)	-2,6	-2,9	0,3	4,0	3,3	-0,3	2,1	4,2	1,4	3,8	-0,3
Chômage (000)	66,3	69,4	85,8	66,9	62,8	67,6	61,7	52,7	57,8	47,3	48,0
var. (000)	7,3	3,1	16,4	-18,9	-4,1	4,8	-5,9	-9,0	5,1	-10,5	0,7
var. (%)	12,4	4,7	23,6	-22,0	-6,1	7,6	-8,7	-14,6	9,7	-18,2	1,5
Taux de chômage (%)	10,4	11,1	13,3	10,3	9,5	10,2	9,2	7,6	8,2	6,6	6,7
var. (point de %)	1,3	0,7	2,2	-3,0	-0,8	0,7	-1,0	-1,6	0,6	-1,6	0,1
Taux d'activité (%)	67,5	65,1	66,1	65,7	66,6	66,3	66,2	67,1	67,6	68,2	67,3
var. (point de %)	-2,2	-2,4	1,0	-0,4	0,9	-0,3	-0,1	0,9	0,5	0,6	-0,9
Taux d'emploi (%)	60,5	57,9	57,3	58,9	60,3	59,6	60,1	61,9	62,1	63,7	62,8
var. (point de %)	-2,8	-2,6	-0,6	1,6	1,4	-0,7	0,5	1,8	0,2	1,6	-0,9

Source: *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Tableau 14

INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
Ensemble du Québec
1991 à 2001

Indicateur	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Population de 15 ans et + (000)	5 518,9	5 577,2	5 631,5	5 675,2	5 720,2	5 764,3	5 807,3	5 849,7	5 893,3	5 935,9	5 984,6
var. (000)	61,5	58,3	54,3	43,7	45,0	44,1	43,0	42,4	43,6	42,6	48,7
var. (%)	1,1	1,1	1,0	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8
Population active (000)	3 507,2	3 483,4	3 505,2	3 537,2	3 554,5	3 569,2	3 606,2	3 660,2	3 701,6	3 753,2	3 806,9
var. (000)	2,9	-23,8	21,8	32,0	17,3	14,7	37,0	54,0	41,4	51,6	53,7
var. (%)	0,1	-0,7	0,6	0,9	0,5	0,4	1,0	1,5	1,1	1,4	1,4
Emploi (000)	3 081,7	3 041,5	3 039,9	3 100,6	3 147,5	3 145,9	3 195,1	3 281,5	3 357,4	3 437,7	3 474,5
var. (000)	-59,7	-40,2	-1,6	60,7	46,9	-1,6	49,2	86,4	75,9	80,3	36,8
var. (%)	-1,9	-1,3	-0,1	2,0	1,5	-0,1	1,6	2,7	2,3	2,4	1,1
Chômage (000)	425,5	441,8	465,3	436,6	406,9	423,3	411,1	378,7	344,2	315,5	332,3
var. (000)	62,6	16,3	23,5	-28,7	-29,7	16,4	-12,2	-32,4	-34,5	-28,7	16,8
var. (%)	17,2	3,8	5,3	-6,2	-6,8	4,0	-2,9	-7,9	-9,1	-8,3	5,3
Taux de chômage (%)	12,1	12,7	13,3	12,3	11,4	11,9	11,4	10,3	9,3	8,4	8,7
var. (point de %)	1,7	0,6	0,6	-1,0	-0,9	0,5	-0,5	-1,1	-1,0	-0,9	0,3
Taux d'activité (%)	63,5	62,5	62,2	62,3	62,1	61,9	62,1	62,6	62,8	63,2	63,6
var. (point de %)	-0,7	-1,0	-0,3	0,1	-0,2	-0,2	0,2	0,5	0,2	0,4	0,4
Taux d'emploi (%)	55,8	54,5	54,0	54,6	55,0	54,6	55,0	56,1	57,0	57,9	58,1
var. (point de %)	-1,8	-1,3	-0,5	0,6	0,4	-0,4	0,4	1,1	0,9	0,9	0,2

Source: *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Tableau 15

**COMPARAISONS INTERRÉGIONALES
QUELQUES INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL**

Moyenne annuelle 2001

Données non désaisonnalisées

Régions économiques, Agglomérations urbaines Et ensemble du Québec	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Taux d'emploi (%)
RÉGIONS ÉCONOMIQUES			
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	50,7	20,1	40,5
Bas-Saint-Laurent	59,0	11,0	52,5
Capitale-Nationale	62,1	8,3	56,9
Chaudière-Appalaches	64,8	6,5	60,7
Estrie	62,8	7,3	58,2
Centre-du-Québec	62,1	9,7	56,1
Montérégie	67,3	6,7	62,8
Montréal	62,9	10,0	56,6
Laval	65,2	7,2	60,6
Lanaudière	63,1	7,2	58,5
Laurentides	67,5	7,6	62,4
Outaouais	67,0	8,0	61,7
Abitibi-Témiscamingue	61,6	12,2	54,1
Mauricie	57,4	11,7	50,7
Saguenay—Lac-Saint-Jean	59,5	11,4	52,7
Côte-Nord et Nord-du-Québec	60,7	13,1	52,8
RÉGIONS MÉTROPOLITAINES			
Chicoutimi-Jonquière	59,6	11,2	52,9
Québec	64,8	7,8	59,7
Trois-Rivières	62,1	9,7	56,1
Sherbrooke	64,2	7,8	59,2
Montréal	65,7	8,2	60,4
Ottawa-Hull	70,3	6,3	65,8
ENSEMBLE DU QUÉBEC	63,6	8,7	58,1

Source: *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Tableau 16

PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL SELON LE SEXE ET L'ÂGE
Montérégie et ensemble du Québec
Moyenne annuelle

Sexe et Groupe d'âge	Montérégie			Ensemble du Québec		
	Moyenne annuelle		Variation %	Moyenne annuelle		Variation %
	2001	2000		2001	2000	
HOMMES						
Population 15 ans et plus (000)	522,7	516,7	1,2	2 937,8	2 911,7	0,9
Population active (000)	391,3	391,0	0,1	2 083,5	2 061,9	1,0
Emploi (000)	364,3	366,3	-0,5	1 896,9	1 884,3	0,7
- Temps plein (000)	330,5	331,6	-0,3	1 703,6	1 694,7	0,5
- Temps partiel (000)	33,8	34,7	-2,6	193,3	189,6	2,0
Chômeurs (000)	27,0	24,7	9,3	186,6	177,6	5,1
Taux de chômage (%)	6,9	6,3		9,0	8,6	
Taux d'activité (%)	74,9	75,7		70,9	70,8	
Taux d'emploi (%)	69,7	70,9		64,6	64,7	
Durée du chômage (semaines)	21,1	24,7	-14,6	25,8	27,1	-4,8
FEMMES						
Population 15 ans et plus (000)	541,9	535,3	1,2	3 046,7	3 024,1	0,7
Population active (000)	325,3	326,7	-0,4	1 723,4	1 691,3	1,9
Emploi (000)	304,3	304,1	0,1	1 577,6	1 553,5	1,6
- Temps plein (000)	227,5	222,0	2,5	1 173,8	1 161,7	1,0
- Temps partiel (000)	76,8	82,1	-6,5	403,9	391,8	3,1
Chômeuses (000)	21,0	22,6	-7,1	145,7	137,8	5,7
Taux de chômage (%)	6,5	6,9		8,5	8,1	
Taux d'activité (%)	60,0	61,0		56,6	55,9	
Taux d'emploi (%)	56,2	56,8		51,8	51,4	
Durée du chômage (semaines)	17,8	19,5	-8,7	20,0	21,5	-7,0
15-29 ANS						
Population 15-29 ans (000)	254,9	250,6	1,7	1 441,5	1 442,0	-0,0
Population active (000)	189,0	182,7	3,4	1 011,2	990,9	2,0
Emploi (000)	169,4	161,8	4,7	894,3	873,5	2,4
- Temps plein (000)	116,8	111,1	5,1	625,7	612,7	2,1
- Temps partiel (000)	52,6	50,7	3,7	268,6	260,8	3,0
Chômeurs et chômeuses (000)	19,5	20,9	-6,7	116,8	117,4	-0,5
Taux de chômage (%)	10,3	11,4		11,6	11,8	
Taux d'activité (%)	74,1	72,9		70,1	68,7	
Taux d'emploi (%)	66,5	64,6		62,0	60,6	
Durée du chômage (semaines)	13,4	12,7	5,5	12,7	14,8	-14,2
30 ANS ET PLUS						
Population 30 ans et plus (000)	809,6	801,5	1,0	4 543,1	4 493,9	1,1
Population active (000)	527,7	535,0	-1,4	2 795,7	2 762,3	1,2
Emploi (000)	499,2	508,6	-1,8	2 580,2	2 564,2	0,6
- Temps plein (000)	441,2	442,5	-0,3	2 251,6	2 243,7	0,4
- Temps partiel (000)	58,0	66,1	-12,3	328,6	320,5	2,5
Chômeurs et chômeuses (000)	28,5	26,4	8,0	215,5	198,1	8,8
Taux de chômage (%)	5,4	4,9		7,7	7,2	
Taux d'activité (%)	65,2	66,7		61,5	61,5	
Taux d'emploi (%)	61,7	63,5		56,8	57,1	
Durée du chômage (semaines)	24,1	29,9	-19,4	29,0	30,5	-4,9

Note: La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Source: *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Tableau 17

EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Montérégie

Moyenne annuelle en milliers

Secteur d'activité	Montérégie			Part de la Montérégie dans le Québec %
	2001	2000	Variation %	
Secteur de la production de biens	193,0	197,0	-2,0	21,2
Agriculture	15,1	14,8	2,0	25,2
Foresterie, pêche, mine et extraction de gaz	2,7	3,4	-20,6	6,9
Services publics	5,8	9,7	-40,2	20,4
Construction	25,8	30,0	-14,0	18,4
Fabrication	143,7	139,2	3,2	22,4
Fabrication d'aliments, de boissons et de prod. du tabac	23,1	23,4	-1,3	31,1
Usines de textiles et de produits textiles	7,3	7,0	4,3	36,2
Fabrication de vêtements et de prod. en cuir	5,5	5,0	10,0	7,6
Fabrication de produits en bois	4,0	5,0	-20,0	7,5
Fabrication du papier	4,3	4,1	4,9	12,9
Impression et activités connexes de soutien	8,5	4,9	73,5	26,8
Fabrication de produits chimiques	10,3	11,3	-8,8	28,1
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	11,3	9,2	22,8	35,7
Fabrication de produits minéraux non métalliques	3,5	3,5	0,0	20,5
Première transformation des métaux	7,8	9,5	-17,9	24,2
Fabrication de produits métalliques	11,3	11,0	2,7	24,9
Fabrication de machines	7,5	5,1	47,1	24,1
Fabrication de produits informatiques et électroniques	9,1	11,1	-18,0	27,2
Fabrication de matér., d'appareils et de composantes électri.	6,4	6,4	0,0	43,4
Fabrication de matériel de transport	12,9	9,8	31,6	26,7
Fabrication de meubles et de produits connexes	5,4	6,7	-19,4	13,6
Activités diverses de fabrication	5,2	5,5	-5,5	21,9
Secteur des services	475,6	473,4	0,5	18,5
Commerce	109,9	108,2	1,6	19,7
Transport et entreposage	41,1	39,8	3,3	23,7
Finance, assurances, immobilier et location	41,7	38,1	9,4	22,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	40,9	38,4	6,5	20,0
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	15,6	20,2	-22,8	14,1
Services d'enseignement	37,8	35,7	5,9	17,4
Soins de santé et assistance sociale	62,7	62,6	0,2	16,2
Information, culture et loisirs	28,2	30,0	-6,0	18,2
Hébergement et restauration	33,4	33,8	-1,2	15,9
Autres services	32,1	33,8	-5,0	20,4
Administrations publiques	32,1	32,9	-2,4	15,4
ENSEMBLE DES SECTEURS	668,6	670,4	-0,3	19,2

Note: La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.
Source: *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Tableau 18

EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ
Ensemble du Québec
Moyenne annuelle en milliers

Secteur d'activité	Ensemble du Québec		
	2001	2000	Variation %
Secteur de la production de biens	909,3	897,9	1,3
Agriculture	59,8	61,7	-3,1
Foresterie, pêche, mine et extraction de gaz	39,0	40,6	-3,9
Services publics	28,3	26,8	5,6
Construction	139,6	139,7	-0,1
Fabrication	642,5	629,0	2,1
Fabrication aliments, boissons et prod. du tabac	74,4	71,8	3,6
Usines de textiles et de produits textiles	20,3	25,8	-21,3
Fabrication de vêtements et de prod. en cuir	72,6	61,5	18,0
Fabrication de produits en bois	52,6	51,6	1,9
Fabrication du papier	33,6	34,8	-3,4
Impression et activités connexes de soutien	31,8	27,5	15,6
Fabrication de produits chimiques	36,7	35,2	4,3
Fabrication de produits en caoutchouc et plastique	31,6	31,0	1,9
Fabrication de produits minéraux non métalliques	17,1	15,5	10,3
Première transformation des métaux	32,2	32,7	-1,5
Fabrication de produits métalliques	45,5	43,0	5,8
Fabrication de machines	31,3	26,1	19,9
Fabrication de produits informatiques et électron.	33,4	42,3	-21,0
Fabrication de mat., appareils et composantes élec.	14,7	18,6	-21,0
Fabrication de matériel de transport	48,2	51,1	-5,7
Fabrication de meubles et de produits connexes	39,8	36,0	10,6
Activités diverses de fabrication	24,0	24,5	-2,0
Secteur des services	2 565,2	2 539,9	1,0
Commerce	557,7	552,6	0,9
Transport et entreposage	173,4	172,9	0,3
Finance, assurances, immobilier et location	183,8	182,2	0,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	204,6	200,2	2,2
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	110,6	111,7	-1,0
Services d'enseignement	216,9	220,0	-1,4
Soins de santé et assistance sociale	386,5	378,8	2,0
Information, culture et loisirs	155,1	145,3	6,7
Hébergement et restauration	210,3	202,9	3,6
Autres services	157,3	167,1	-5,9
Administrations publiques	209,1	206,2	1,4
ENSEMBLE DES SECTEURS	3 474,5	3 437,7	1,1

Note: La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Source: *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Tableau 19

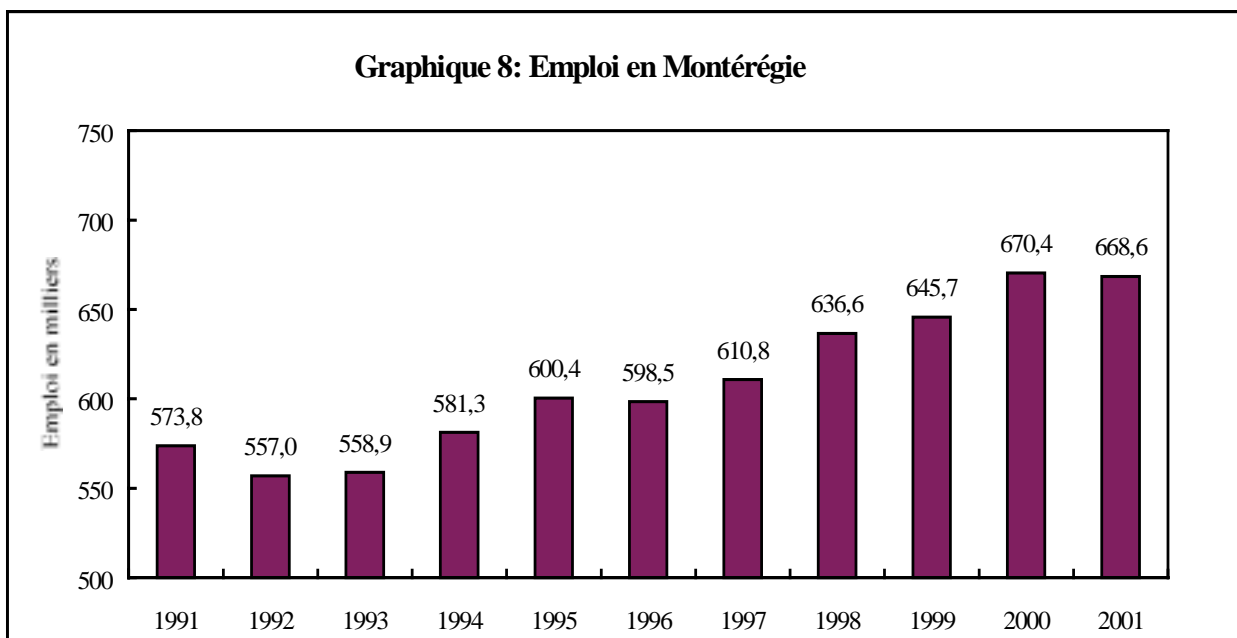
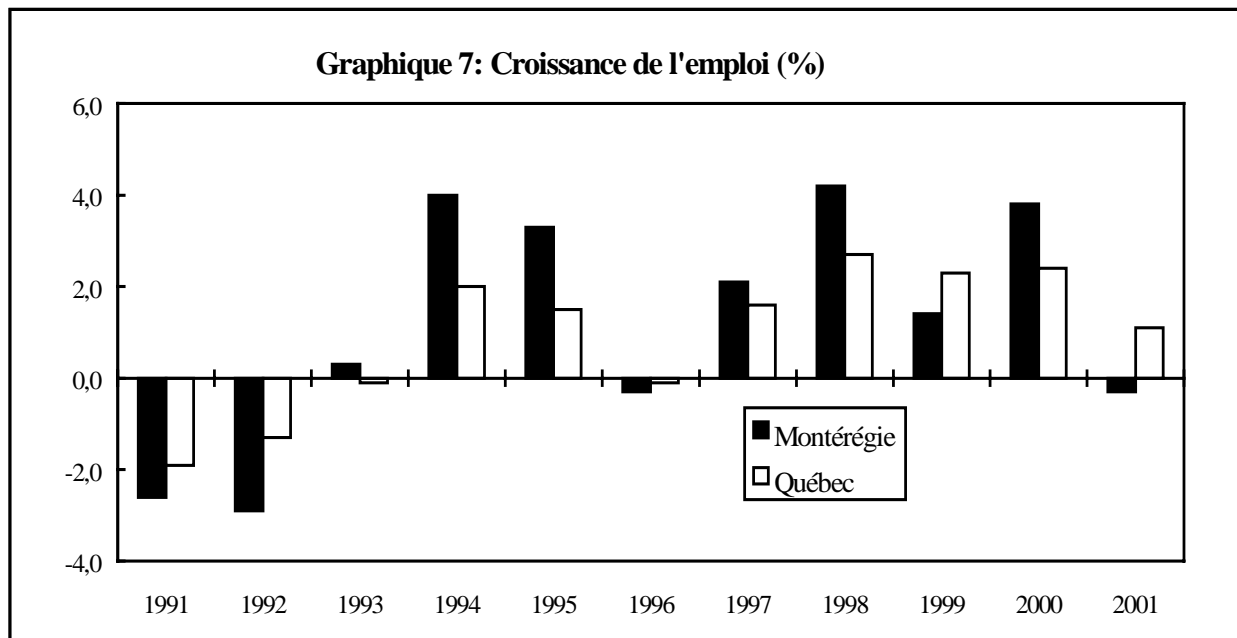
EMPLOI PAR GRAND GROUPE PROFESSIONNEL
Montérégie et ensemble du Québec
Moyenne annuelle

Groupe professionnel	<i>Montérégie</i>			<i>Ensemble du Québec</i>		
	Moyenne annuelle		Variation	Moyenne annuelle		Variation
	2001 (000)	2000 (000)	%	2001 (000)	2000 (000)	%
Gestion	60,1	65,8	-8,7	308,9	337,6	-8,5
Affaires, finances et administration	119,3	127,6	-6,5	622,0	613,4	1,4
Sc. nat. appliquées et prof. apparentées	39,7	41,9	-5,3	219,6	225,5	-2,6
Secteur de la santé	35,1	39,3	-10,7	200,5	198,4	1,1
Sc. sociales, ens. adm. publ. et religion	41,1	38,1	7,9	242,8	242,4	0,2
Arts, culture, sports et loisirs	17,0	17,9	-5,0	110,7	104,2	6,2
Ventes et services	154,6	152,4	1,4	877,3	838,2	4,7
Métiers, transport et machinerie	108,8	103,9	4,7	465,5	467,6	-0,4
Prof. propres au secteur primaire	19,5	16,4	18,9	94,2	93,3	1,0
Transf., fabric. et serv. utilité publique	73,4	67,0	9,6	332,9	317,0	5,0
ENSEMBLE DES PROFESSIONS	668,6	670,4	-0,3	3 474,5	3 437,7	1,1
Selon le niveau						
Gestion	60,1	65,8	-8,7	308,9	337,6	-8,5
Professionnel	93,0	102,2	-9,0	562,1	565,8	-0,7
Technique	207,4	209,2	-0,9	1 042,7	1 014,0	2,8
Intermédiaire	238,7	220,8	8,1	1 161,1	1 124,9	3,2
Élémentaire	69,4	72,4	-4,1	399,7	395,4	1,1

Note: La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.
 Source: *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Graphiques 7 et 8

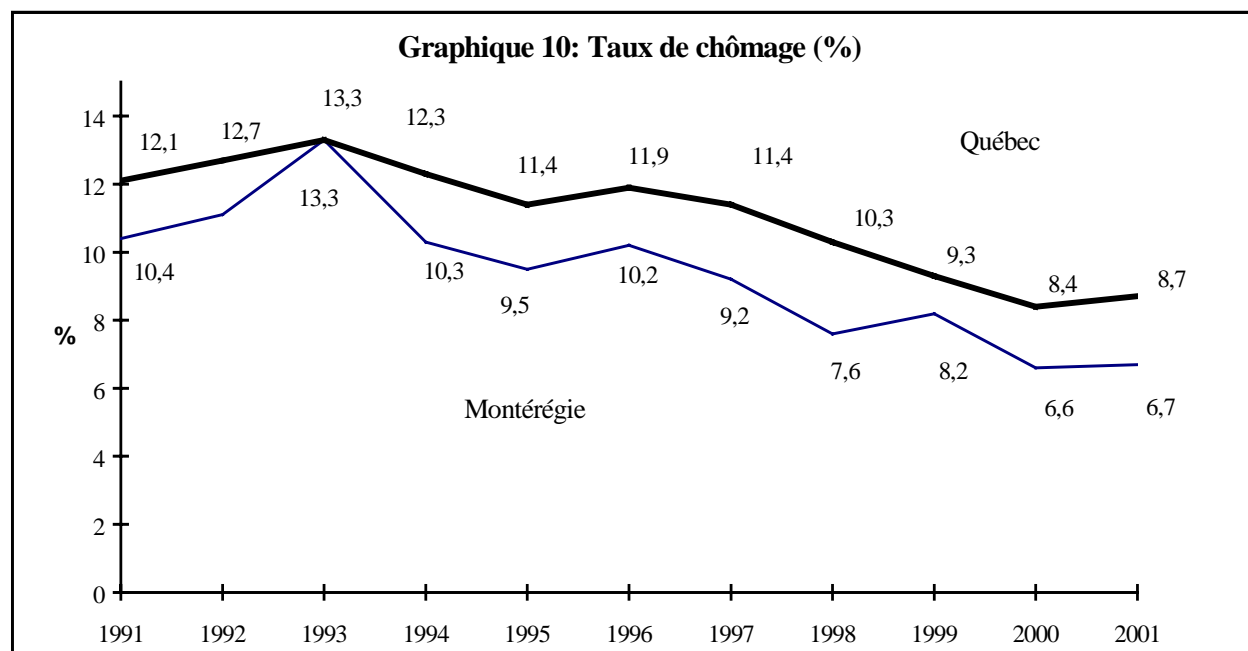
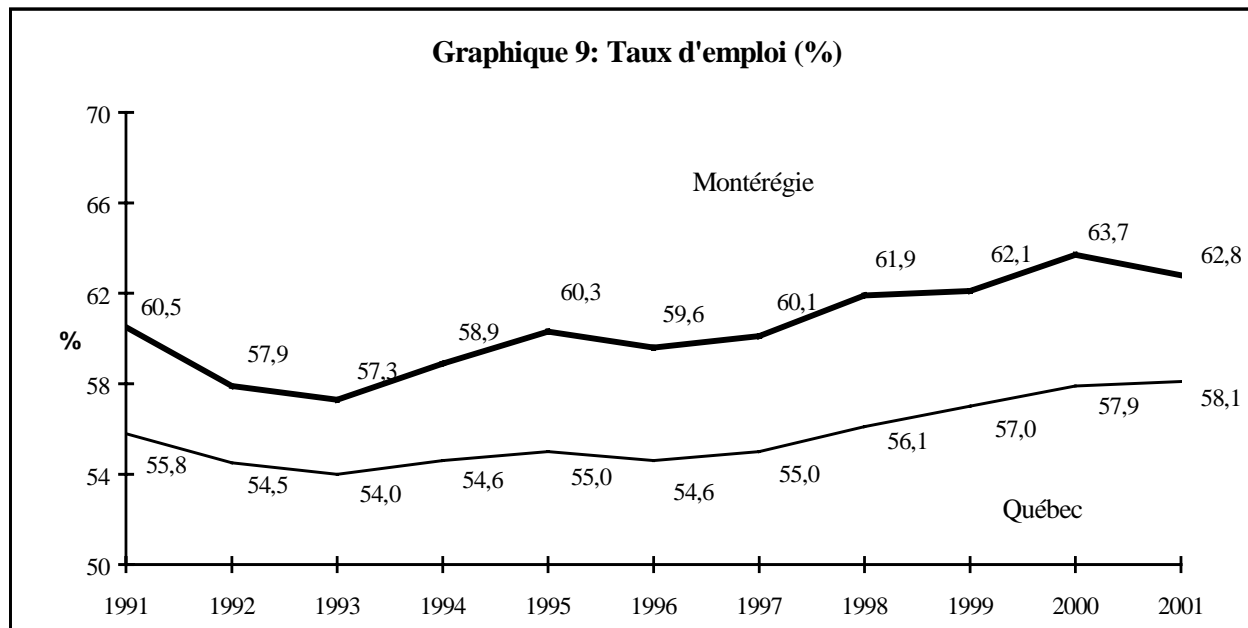
CROISSANCE DE L'EMPLOI ET EMPLOI EN MONTÉRÉGIE
Montérégie et ensemble du Québec
Moyenne annuelle



Source: *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Graphiques 9 et 10

TAUX D'EMPLOI (%) ET TAUX DE CHÔMAGE (%)
Montérégie et ensemble du Québec
Moyenne annuelle



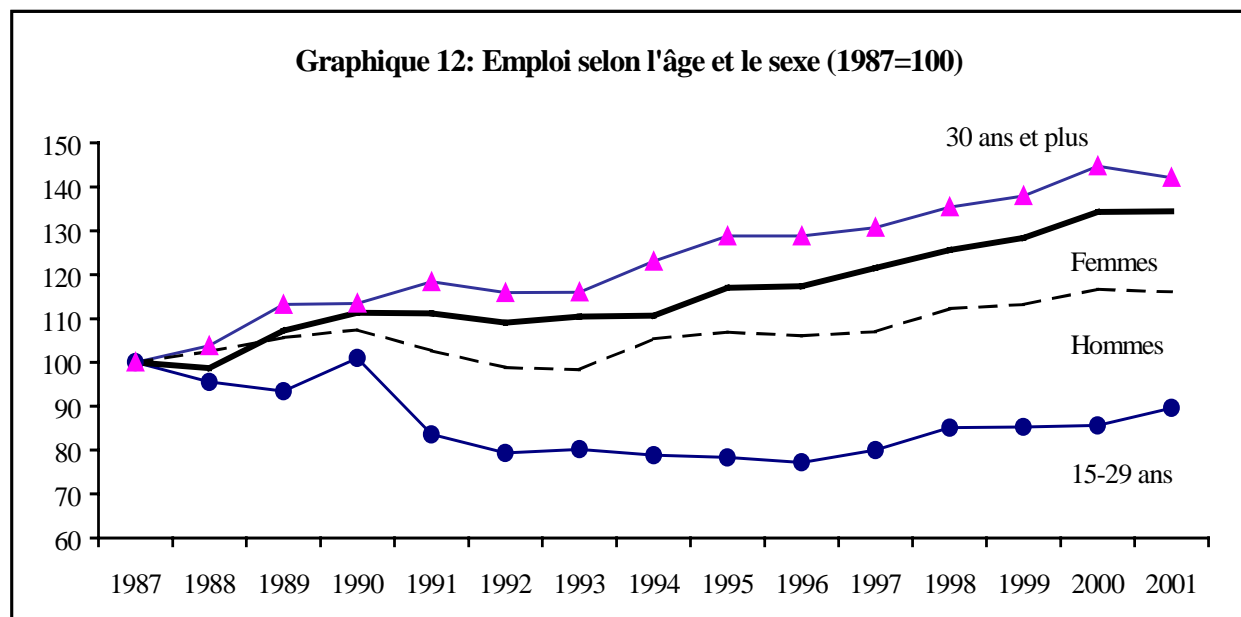
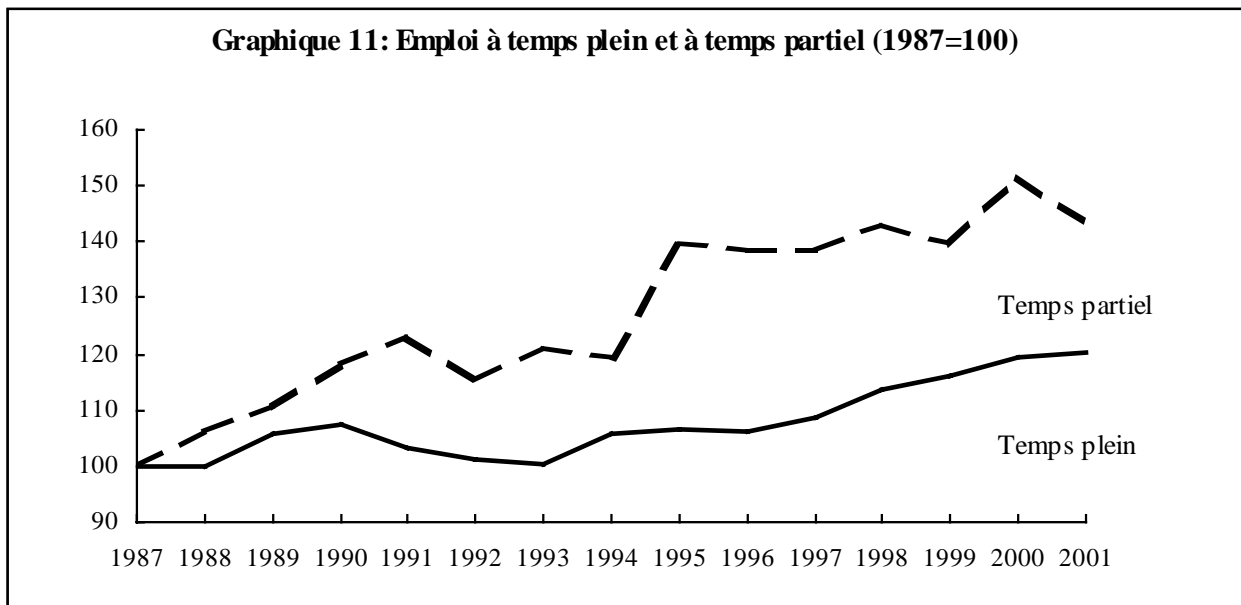
Source: *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Graphiques 11 et 12

**EMPLOI À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL
EMPLOI SELON L'ÂGE ET LE SEXE**

Montérégie

Moyenne annuelle



Source: *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Annexe

Liste des 20 centres locaux d'emploi (CLE) de la Montérégie

Pour les offres d'emploi aux individus et la gestion des offres d'emploi pour les employeurs, les lignes téléphoniques sont accessibles 24 heures par jour.

Les individus qui désirent connaître les offres d'emploi disponibles peuvent composer le (514) 380-2916 ou le 1-877-619-7416

Pour trouver l'emploi ou le personnel recherché, vous pouvez également consulter le service public de placement en ligne: <http://emploiquebec.net>

LES CENTRES LOCAUX D'EMPLOI (CLE) DE LA MONTÉRÉGIE

Acton Vale

1130, rue Daigneault
Acton Vale (Québec) J0H 1A0
(450) 546-0798
1-800-438-4765

Gestion des offres d'emploi
pour les employeurs :
(450) 778-4964
1-800-465-0719 #267
Fax : (450) 778-4960

Marieville

497, rue Ste-Marie
Marieville (Québec) J3M 1M4
(450) 460-4430
1-888-872-0680

Gestion des offres d'emploi
pour les employeurs :
(450) 348-1167
1-877-251-7716
Fax : (450) 348-7004

La Vallée-du-Richelieu

515, boul. Sir Wilfrid-Laurier
Bureau 201
Beloeil (Québec) J3G 6R7
(450) 467-9400
1-877-856-1966

Gestion des offres d'emploi
pour les employeurs :
(450) 467-1995
1-877-663-8171
Fax : (450) 467-9603

Boucherville

520, boul. Fort-St-Louis, bur. 15
Boucherville (Québec) J4B 1S5
(450) 655-5646

Gestion des offres d'emploi
pour les employeurs :
(450) 655-6282
1-877-397-9499
Fax : (450) 655-6373

Contrecoeur

225, rue Dansereau
Contrecoeur (Québec) J0L 1C0
(450) 587-5555

Gestion des offres d'emploi
pour les employeurs :
(450) 655-6282
1-877-397-9499
Fax : (450) 655-6373

Châteauguay

180, boul. d'Anjou, bur. 250
Châteauguay (Québec) J6K 5G6
(450) 691-6020
1-800-465-0286

Gestion des offres d'emploi
pour les employeurs :
(450) 454-1498
1-866-225-4089
Fax : (450) 454-2124

Saint-Constant

126, rue St-Pierre
St-Constant (Québec) J5A 2P1
(450) 635-6221

Gestion des offres d'emploi
pour les employeurs :
(450) 454-1498
1-866-225-4089
Fax : (450) 454-2124

Saint-Rémi

221, rue Ste-Thérèse
St-Rémi (Québec) J0L 2L0
(450) 454-4054
1-800-792-9616

Gestion des offres d'emploi
pour les employeurs :
(450) 454-1498
1-866-225-4089
Fax : (450) 454-2124

Brome-Missisquoi

406, rue du Sud
Cowansville (Québec) J2K 2X7
(450) 263-1515
1-800-463-0230

Gestion des offres d'emploi
pour les employeurs :
(450) 263-4057
1-800-463-0230
Fax : (450) 263-1278

Saint-Hyacinthe

3100, boul. Laframboise, bur. 107
St-Hyacinthe (Québec) J2S 4Z4
(450) 778-6589
1-800-465-0719

Gestion des offres d'emploi
pour les employeurs :
(450) 778-4964
1-800-465-0719 #267
Fax : (450) 778-4960

Le Haut-Richelieu

320, boul. du Séminaire, bur. 004
St-Jean (Québec) J3B 5K9
(450) 348-9294
1-800-567-3627

Gestion des offres d'emploi
pour les employeurs :
(450) 348-1167
1-877-251-7716
Fax : (450) 348-7004

Longueuil-Est

900, boul. Curé-Poirier Est
Longueuil (Québec) J4J 5L9
(450) 647-1324

Gestion des offres d'emploi
pour les employeurs :
(450) 676-0055
1-888-411-3698
Fax : (450) 676-1227

Saint-Hubert

5245, boul. Cousineau, bur. 300
St-Hubert (Québec) J3Y 6J8
(450) 676-7952

Gestion des offres d'emploi
pour les employeurs :
(450) 676-0055
1-888-411-3698
Fax : (450) 676-1227

Brossard

1, Place du Commerce, bur. 200
Brossard (Québec) J4W 2Z7
(450) 672-1335

Gestion des offres d'emploi
pour les employeurs :
(450) 676-0055
1-888-411-3698
Fax : (450) 676-1227

Le Haut-Saint-Laurent

2-D, rue Henderson
Huntingdon (Québec) JOS 1H0
(450) 264-5323
1-800-567-0220

Gestion des offres d'emploi
pour les employeurs :
(450) 370-3082
1-877-397-9498
Fax : (450) 370-6848

La Haute-Yamaska

77, rue Principale, RC.02
Granby (Québec) J2G 9B3
(450) 776-7134

Gestion des offres d'emploi
pour les employeurs :
(450) 776-7134 #322
Fax : (450) 776-7288

Longueuil-Ouest

790, boul. Quinn
Longueuil (Québec) J4H 2N5
(450) 677-5517

Gestion des offres d'emploi
pour les employeurs :
(450) 676-0055
1-888-411-3698
Fax : (450) 676-1227

Sorel

375, boul. Fiset
Sorel (Québec) J3P 7Z4
(450) 742-5941

Gestion des offres d'emploi
pour les employeurs :
(450) 742-5941 #329
Fax : (450) 746-1931

Valleyfield

63-A, rue Champlain, bur. 220
Salaberry-Vall. (Québec) J6T 6C4
(450) 370-3027
1-800-567-1029

Gestion des offres d'emploi
pour les employeurs :
(450) 370-3082
1-877-397-9498
Fax : (450) 370-6848

Vaudreuil-Soulanges

430, boul. Harwood, bureau 4
Vaudreuil-D. (Québec) J7V 7H4
(450) 455-5666
1-800-463-2325

Gestion des offres d'emploi
pour les employeurs :
(450) 424-4316
1-877-846-3843
Fax : (450) 424-0772